



LE POING ET LA ROSE

7 bis, place du Palais-Bourbon, 75007 Paris - Organe du Parti Socialiste - Mensuel - N° 62 - Juin 1977 - 2 F

CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE

NANTES, 17-18-19 juin 1977

MOTIONS NATIONALES D'ORIENTATION

CONGRÈS DE NANTES

17-18-19 JUIN 1977 (Parc de la Beaujoire)

Indications pratiques

POUR ALLER À NANTES

Vos secrétaires fédéraux ont reçu les fichets S.N.C.F. et les cartes de délégués et d'auditeurs. Nous adressons également carte et fichet S.N.C.F. à chacun des membres de droit.

Si vous venez en car ou en voiture, le plan ci-joint vous permettra de connaître les grandes voies d'accès à Nantes.

Dans chaque réponse aux réservations d'hôtel, nous avons joint un plan du centre ville.

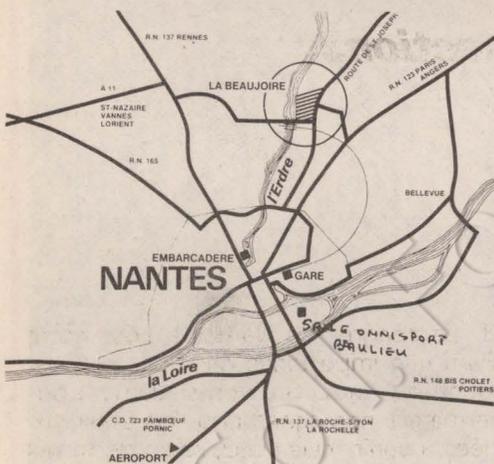
A NANTES, vous recevrez un dossier "Accueil" à la gare, à l'aéroport ou au congrès.

L'ordre du jour, paraît dans ce numéro du "Poing et la Rose".

Le **vendredi soir**, Mikis Théodorakis et les congressistes offrent un concert aux Nantais, à 21 heures (salle omnisport, Ile Beaulieu).

Le **samedi soir**, grand Fest Noz au château de la duchesse Anne et Festival Kervegan.

Au parc de la Beaujoire, sur les bords de l'Erdre, vous aurez à votre disposition un hall de rencontres avec buvettes, stands, bureau de voyage et d'accueil, un restaurant, un bureau P. et T., salles de réunions, parking.



POUR VOS DÉPLACEMENTS À NANTES, suivez les indications contenues dans le dossier "accueil".

Pour quitter Nantes, par le rail, voici quelques bonnes liaisons :

Départ NANTES	DESTINATION	ARRIVÉE
13.45	Paris	17.33
16.49	Lyon	23.03
18.05	Bordeaux	21.56
18.05	Marseille	05.40
18.05	Nice	08.36
18.05	Toulouse	00.56
18.16	Qimper	21.20
18.45	Paris	22.34
19.31	Paris	23.20
20.19	Paris	23.40

Cette référence à la jeunesse marque dans ce département, comme en Maine-et-Loire et en Vendée, la victoire de la Gauche, qui lutte de longue date contre les forces conservatrices.

Dans notre département, Nantes, Saint-Nazaire sont aussi le symbole d'une certaine tradition socialiste, par la forme et la puissance des luttes des travailleurs.

Le Congrès de Nantes marquera l'histoire du socialisme, en pays nantais. Consciente de ses responsabilités, la fédération de Loire-Atlantique souhaite que les délégués soient pendant ces trois jours chez eux à Nantes. Tous les militants travaillent pour que ce congrès reste dans la mémoire de tous un bon congrès.

Bienvenue à Nantes.

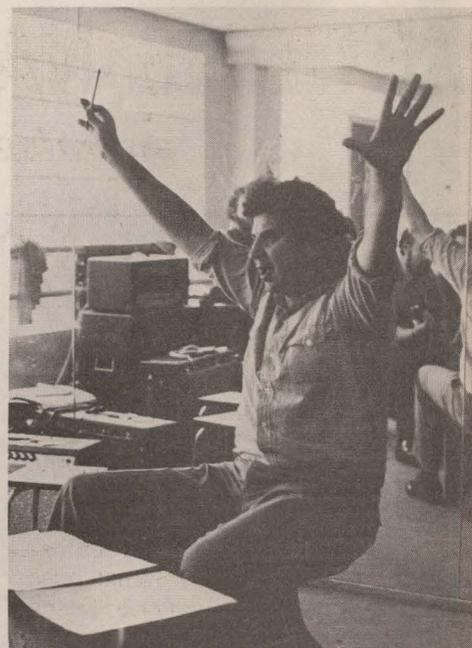
Jean-Claude Routier-Leroy
Premier secrétaire fédéral
membre du Comité directeur

Un certain nombre de congressistes devront être logés à La Baule. Envoyez vite vos réservations pour que nous puissions nous organiser.

CONGRÈS PARTI SOCIALISTE

Boîte postale 33.23
44033 Nantes cedex
Tél. : 15 (40) 47-90-00

La fédération de Loire-Atlantique, qui accueille les 17, 18 et 19 juin, à Nantes le congrès national du Parti socialiste, est celle de la jeunesse. Les socialistes qui occupent les fonctions de maires dans les grandes villes acquises à l'Union de la Gauche les 13 et 20 mars dernier sont parmi les plus jeunes de notre pays: Alain Chenard, quarante ans, est le plus jeune maire des villes de plus de cent mille habitants. Jean-Marc Ayrault, élu dès le premier tour à Saint-Herblain, est à vingt-huit ans le plus jeune maire des villes de plus de trente mille habitants.



ANIMATION DU CONGRÈS :

Soirée Mikis THÉODORAKIS,
prévue par le secteur culturel.

1 poème chanté par M. Théodorakis :

LA CONSTRUCTION

Comment va-t-on construire cette maison-là ?
Qui va poser les portes ?
Alors qu'il y a peu de bras
Et que les pierres sont insoulevables
Tais-toi ! les mains prennent de la force en tra-
Et leur nombre s'accroît [vaillant
Et n'oublie pas que toute la nuit
Les morts aussi nous aident.

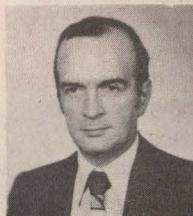
Chanson populaire - Ristsos

Pour tout complément d'information au plan de l'organisation,
adressez-vous :



AU PLAN NATIONAL
à Jean-Pierre WEBEN,
Secrétaire général administratif
12, cité Malesherbes, 75009 Paris
Tél. : 878-40-73

AU PLAN NANTAIS
à Alain GENDRAULT
Secrétariat du Congrès du Parti Socialiste
Boîte postale 33 23
44033 Nantes-Cedex - Tél. : 47-90-00





CONGRÈS DE NANTES

DÉCISIONS DU COMITÉ DIRECTEUR DU 7 MAI 1977

Conformément à l'article 30 des statuts nationaux, le Comité directeur s'est réuni le samedi 7 mai 1977.

1. Il a approuvé les dispositions prises pour la préparation du congrès – notamment la diffusion des documents d'information – telles qu'elles ont été assurées.
2. Il a confirmé que seules les motions nationales soumises au vote des sections seront diffusées dans les délais les plus brefs à tous les militants (n° 62 du *Poing et la Rose*).
3. Il a décidé conformément à la disposition prise par le Bureau exécutif, que la date limite d'adhésion des militants dans une section, est fixée au 17 mars 1977 (date d'ouverture de la préparation du congrès dans le Parti), pour pouvoir prendre part aux votes en vue du congrès.
4. Il a approuvé le projet d'ordre du jour proposé par le Bureau exécutif.
5. Il a approuvé le projet de règlement intérieur du congrès également proposé par le Bureau exécutif.

(Toutes ces décisions ont été acquises à l'unanimité.)

Le Comité directeur a constaté à l'issue du débat du 7 mai, qu'à ce jour la synthèse n'était pas réalisée. Il en a pris acte. Les possibilités de synthèse sont renvoyées au débat démocratique qui doit s'instaurer dans le Parti. Les motions ci-après sont soumises aux votes des sections.

MOTIONS NATIONALES D'ORIENTATION

soumises au vote indicatif des sections

MOTION n° 1

UNITÉ, RESPONSABILITÉ

Les signataires de cette motion appartiennent pour la plupart à la majorité du Parti issue du Congrès de Pau et parmi eux figurent notre Premier secrétaire, François Mitterrand, et les camarades mandatés pour assumer avec lui les responsabilités nationales. De ce fait le texte que nous vous soumettons, s'il constitue d'abord et surtout un projet politique, rend également compte de l'action menée depuis plus de deux ans et pose la question : les objectifs fixés à Pau ont-ils été atteints ? Ou en d'autres termes : la direction du Parti a-t-elle justifié la confiance mise en elle par les militants ?

Mais avant d'aller plus loin quatre observations nous paraissent nécessaires :

1. La charte du Parti a été adoptée à Epinay-sur-Seine. A Epinay encore il a

défini l'Union de la Gauche comme stratégie, à Grenoble le front de classe comme base sociologique, à Pau l'autogestion comme axe de lutte et comme perspective. Nous considérons qu'il n'y a pas lieu de remettre en cause ces orientations, qu'il y a lieu au contraire de les confirmer pour les approfondir ;

2. Nous refusons de nous enfermer dans les limites d'un courant. Notre approche théorique et pratique, notre sensibilité différent. Nous entendons préserver cette diversité. Mais nous nous engageons solidairement sur les choix que nous vous proposons et sur la discipline qu'exige leur mise en œuvre. Et nous souhaitons que nous rejoignent tous ceux qui désirent contribuer avec nous au développement du Parti ;

3. Le congrès de Nantes a pour notre Parti une importance décisive : la résolution qui en sortira non seulement déterminera nos lignes pour les deux années à venir mais aussi, selon de fortes probabilités, servira de références pour le gouvernement de la Gauche ;

4. Nous vous rappelons que les statuts du Parti – article 5 – stipulent que toute motion doit comporter la liste annexée des candidats à la direction du Parti et ce à tous les niveaux, dans le cadre de la proportionnelle. Cette disposition signifie qu'en votant pour notre motion vous votez pour les candidats que nous vous présentons et qu'en votant pour un autre texte vous votez pour un changement de direction. Telle est la loi que s'est donnée notre parti lors de son congrès extraordinaire de Suresnes.



1. LE PARTI SOCIALISTE DEPUIS EPINAY

Notre Parti a brûlé les étapes qui caractérisent d'ordinaire le développement d'une formation politique.

L'aspect quantitatif suffirait à montrer l'ampleur du phénomène que constitue la progression de notre mouvement : le socialisme est bien une idée qui fait son chemin.

Mais l'essentiel n'est pas là : d'ordre qualitatif il réside dans le véritable changement de nature du parti.

1. Le Parti socialiste, premier Parti de France

A Epinay, en juin 1971, a été affirmée la volonté de rassembler dans une même organisation tous ceux qui se réclament du socialisme et de son idéal démocratique et, à partir de là, de construire l'Union de la Gauche sur la base d'un contrat politique passé devant le peuple de France tout entier.

L'adoption du Programme socialiste en mars et du Programme commun de gouvernement en juin 1972, le redressement marqué par le résultat des élections législatives de 1973, la campagne du candidat commun de la Gauche à l'élection présidentielle de 1974, les Assises du socialisme en octobre de la même année, l'afflux de près de cent mille adhérents nouveaux ont traduit cette volonté dans les faits.

Eclaté en plusieurs formations séparées le socialisme était voué à l'opposition permanente. Incarné par un parti puissant et volontaire il possède maintenant une vocation majoritaire. Ses derniers progrès électoraux lors des législatives partielles, des cantonales de 1976 et des municipales de 1977 placent le nouveau Parti socialiste dans la situation de premier Parti de France.

Les socialistes ont, bien entendu, à s'interroger sur ce qui reste à faire pour que leur parti renforce cet acquit par son organisation, sa capacité militante, son implantation et sa richesse théorique. Mais ils sont en mesure d'apporter une réponse claire à ceux qui, à l'intérieur comme à l'extérieur, pratiquent le doute ou la critique systématique.

Depuis Pau le Parti socialiste n'a pas cessé d'avancer. De Pau à Nantes, le Parti socialiste est devenu le premier Parti de la Gauche, le premier Parti du pays. C'est dire que se pose à nous maintenant la question du pouvoir d'Etat.

2. Le Parti socialiste, parti de masse

Grâce au nombre et au dynamisme de ses militants, la multiplicité de ses sections géographiques et d'entreprise, le Parti socialiste possède désormais la capacité d'engager de puissantes actions de masse.

Depuis le congrès de Pau, il s'est successivement mobilisé sur l'autogestion, l'emploi, la démocratie dans l'entreprise, le contrôle des travailleurs, environnement et énergie nucléaire, le cadre de vie, les inégalités, le 3e âge. Il a établi des relations confiantes avec de multiples associations spécialisées et agit en liaison étroite avec celles qui prennent en charge les divers aspects de la vie quotidienne.

Il a réuni à Paris et en province, à l'occasion de manifestations politiques et de fêtes de la rose, d'immenses rassemblements. Le Parti socialiste, comme jamais depuis le Front populaire, exerce dans notre pays le rôle d'un parti de masse.

3. Grand parti populaire, le P.S. est un parti de la classe ouvrière

Aujourd'hui, un tiers de la classe ouvrière affirme son intention de voter

pour le P.S. dont la capacité d'influence égale ainsi en ce domaine celle du P.C.F.

De même dans le salariat du tertiaire, où la prise de conscience s'explique d'autant mieux que les travailleurs en question n'ont objectivement aucun intérêt au statu quo social et au maintien des privilèges de la grande bourgeoisie, le P.S. s'affirme comme la force politique d'avenir.

L'influence du Socialisme dans les couches intermédiaires de la société, employés, cadres moyens, enseignants, est une donnée traditionnelle.

Ces éléments conjugués font de notre Parti le représentant authentique du front de classe des exploités. Si l'on ajoute la part croissante des femmes et des jeunes gens dans notre organisation, il est indiscutable que le P.S. présente tous les signes d'un grand parti populaire. Enfin, on soulignera les progrès accomplis en milieu agricole et l'audience que nous rencontrons dans des secteurs jusqu'ici moins réceptifs comme le commerce et l'artisanat, victimes eux aussi de la concentration capitaliste.

La fidélité du Parti socialiste à ses engagements, la clarté de ses choix, son travail d'explication politique lui ont valu la confiance d'une fraction importante de ceux que le pouvoir établi ignore ou combat et que le capitalisme exploite. Conscient des espérances que des millions de travailleurs placent en lui, le P.S. a dû et doit encore faire effort pour mieux assumer ses responsabilités nouvelles.

II. UN PARTI DE MILITANTS UNIS POUR LA TRANSITION

Le Parti socialiste d'Epinay aura eu le mérite historique de permettre l'union des forces de gauche. S'il est devenu la principale composante de la Gauche, c'est parce que sur tous les terrains de lutte, il a incarné à la fois le renouveau du socialisme et la volonté d'union.

La période prochaine peut nous placer, nous l'avons dit, devant la responsabilité du pouvoir d'Etat. Ce pouvoir, dans lequel les travailleurs auront placé leur confiance, exigera de chacun courage et lucidité, attention et fermeté, dans les principes comme dans l'action. Le Parti doit le savoir et préparer la transition en renforçant son potentiel militant et sa cohésion politique.

1. Développer le potentiel militant

Il est essentiel que chaque militant se sente à l'aise dans le parti qui est le sien et contribue au développement des différents secteurs d'activité. Mais cela ne sera possible qu'autant que le Parti lui-même créera les conditions de cet apport.

Une meilleure communication dans le Parti, une meilleure information mutuelle

a) Avant Epinay, il n'existait aucun moyen d'expression écrite. Après Epinay le parti s'est doté d'un instrument



d'information interne chargé d'apporter à tous les militants les actes du Parti, ses décisions politiques et un écho régulier de sa vie intérieure.

Le *Poing et la Rose-Militants*, journal mensuel, a été créé en octobre 1972. Depuis lors tout a été fait pour améliorer sa formule. Une trentaine de numéros ont été consacrés à la préparation des Assises nationales du Parti (permettant pour la première fois la diffusion des textes proposés par les fédérations et des textes soumis aux votes) et aux comptes rendus de leurs travaux et de leurs décisions. Des numéros spéciaux ont repris en détail les textes et les propositions du Parti sur des sujets spécifiques (éducation, énergie, municipalités, etc.).

Il convient, à cet égard, de souligner que, tiré à 160 000 exemplaires, le prix de revient d'un numéro du *Poing et la Rose-Militants* est actuellement de 79 000 F en comptant les seuls frais d'impression et de routage. Tout tirage supplémentaire poserait le problème d'une participation accrue des adhérents qui se répercuterait sur le prix des timbres et de la carte.

Le *Poing et la Rose-Responsables* a marqué une innovation à partir du début 1976 : il paraît tous les quinze jours et diffuse aux cadres et responsables du Parti (environ 6 000) des instructions pour les actions à mener, les campagnes à organiser et des argumentaires sur l'actualité politique. A ce jour 25 numéros ont paru.

Il est à noter que cet organe intérieur du Parti n'a pas de financement propre. Il est confectionné par une équipe extrêmement réduite de militants : une rédactrice en chef, un maquettiste, un secrétaire ayant d'autres tâches dans le Parti ; sa rédaction est entièrement assurée par des contributions bénévoles de responsables et d'experts du Parti. Son coût est donc sur ce plan réduit au plus strict minimum.

Quant à notre presse à destination de l'extérieur elle s'est considérablement développée depuis trois ans et notamment notre hebdomadaire national *l'Unité* qui compte aujourd'hui près de 30 000 abonnés.

De son côté, *Combat Socialiste* a amélioré depuis quelques mois sa présentation et son contenu. Enfin *la Nouvelle Revue Socialiste* joue son rôle d'organe théorique du Parti ouvert aux débats qui intéressent son avenir. Il convient que les militants fassent davantage connaître ces différents organes et les soutiennent activement, notamment au plan des abonnements et de la diffusion militante.

Nous vous proposons de consacrer dans chaque numéro de ces journaux et revues une ou plusieurs pages au débat interne du Parti (tribune libre).

Ce qui permettra la libre expression des différentes analyses qui se font jour dans le Parti. Nous entendons également laisser toute liberté d'édition et de diffusion aux revues et bulletins attachés à l'étude théorique et qui, n'engageant que les courants de pensée qui les inspirent, n'en apportent pas moins d'utiles contributions à notre réflexion commune.

b) A partir du Bureau national d'Adhésions, 7 bis, place du Palais-Bourbon, nous avons lancé *Allo P.S.*, bulletin d'information téléphoné que nos sections et fédérations doivent s'habituer à utiliser. Chaque jour près de 600 appels (1 000 les jours de pointe) sont enregistrés.

c) Nous estimons qu'il faut rapidement systématiser les communications entre la national et les fédérations par téléscripteur. Toutes indications seront fournies à cette fin lors du congrès.

Unifier, décentraliser la formation

Déclarée "objectif prioritaire" à Pau, la formation a connu, en deux ans, un développement spectaculaire. Ainsi l'équipe nationale, largement renforcée au lendemain du congrès, a pu :

– Doubler la capacité d'accueil des stages d'été (durée : une semaine) qui toucheront pour cette seule année environ 200 militants ;

– Innover en lançant les stages régionalisés (en moyenne deux par semaine) destinés à sensibiliser les fédérations et à les aider à mettre en place une formation de base, centrée sur l'identité historique et doctrinale du P.S. ;

– Créer en octobre dernier, au terme d'une longue étude, le Centre national semi-permanent de Formation, tourné vers les cadres du Parti. Fonctionnant chaque quinze jours, sous forme de séminaires animés par des secrétaires nationaux et des responsables de commission, le Centre a, dans un premier temps, consacré l'essentiel de son effort à la préparation des élections municipales et aux méthodes d'entraînement à l'expression orale. Pour la première fois les stagiaires ont été totalement pris en charge financièrement. Dix séminaires ont eu lieu entre octobre 1976 et avril 1977, sans que soient ralentis pour autant les stages régionalisés et les interventions ponctuelles ;

– Diversifier et inventer de nouveaux supports de formation : les dossiers-formation, les cassettes, les montages-diapositives se sont ajoutés aux brochures, entraînant une progression considérable des ventes (+ 218 % l'an passé).

Tel est, rapidement dressé, le bilan de la formation. C'est beaucoup, eu égard aux moyens du Parti, et, pourtant, c'est peu encore par rapport aux besoins

d'une organisation dont la moitié des membres a adhéré récemment. Déjà "premier Parti de France", le P.S. doit maintenant développer sa cohésion et sa capacité d'intervention et de gestion par un nouvel et important effort de formation. Sa "cohésion" implique que soient mieux définies les règles de la démocratie interne dans un parti qui se veut un instrument de lutte pour la transformation de notre société et que soient approfondis au niveau de chaque section les trois principes indissociables de notre identité : l'Union de la Gauche, le front de classe et l'autogestion. Quant à la "capacité d'intervention et de gestion" du Parti, elle sera méthodiquement accrue par une formation spécifique (connaissances techniques et politiques) dans les secteurs-relais que sont les municipalités, les entreprises et les organisations de masse.

A cet effet, le P.S. lancera dès l'automne prochain une grande campagne qui visera l'ensemble des militants par l'intermédiaire des équipes fédérales et développera la formation de formateurs dans le cadre du Centre national. Dans les sections, l'accent sera mis sur l'identité du Parti et sur son fonctionnement. Le Centre national spécialisera davantage ses séminaires : initiation à la gestion des entreprises, à l'aménagement de l'espace, aux finances publiques, aux techniques audio-visuelles, etc., sans que jamais la compétence technique soit dissociée de la perspective socialiste. Un matériel adapté servira de support à cette campagne. A terme un relais sera recherché à l'échelon régional.

Il reste enfin la question parfois difficile de l'insertion des militants d'origine ouvrière et des femmes dans les diverses instances du Parti. La formation ne peut, à elle seule, résoudre ce problème qui est le reflet de tout un état social. Toutefois elle peut y aider en organisant une formation spécifique à leur sujet.

Le secteur entreprise et l'implantation ouvrière

Depuis Pau, ce secteur a largement accru son activité et son audience, en multipliant par 2,5 le nombre des S.E. et des G.S.E., notamment dans les secteurs productifs, et en participant aux travaux des commissions d'étude et à la réflexion collective du Parti. La conférence de Massy et ses 800 délégués, l'instauration de réelles structures fédérales et locales sont les signes concrets du travail en profondeur qui a été accompli. Cela ne suffit pas. Des faiblesses subsistent, dans l'implantation et dans la circulation de l'information et il faut y remédier, d'autant que pour les prochaines échéances le secteur entreprise a un rôle déterminant à jouer. Il ne le jouera qu'en affirmant



la spécificité de la composante socialiste dans le mouvement ouvrier. **Fixons donc cet objectif : 1 500 sections et groupes d'entreprise avant les législatives.**

Une campagne sera menée en même temps sur les mesures concrètes et immédiates que la Gauche au pouvoir mettra en vigueur et leurs implications pour les travailleurs. Le succès de la Gauche déblocquera, sans aucun doute la situation en de nombreux points, ne serait-ce que par l'élargissement des droits à l'intérieur de l'entreprise et assurera l'adhésion au Parti de nouveaux militants, notamment chez les femmes et les jeunes travailleurs; il convient d'ores et déjà de préparer leur engagement et leur insertion.

Cependant, le rôle et la nature du secteur entreprise devant ces perspectives nouvelles doivent être encore précisés et dès les prochains mois dans le cadre d'une réflexion prise en charge par tout le parti à tous les échelons, afin de réduire les aspects préoccupants de la division des tâches. Les travailleurs doivent prendre une part de plus en plus grande dans le Parti. Loin de se résumer à une seule organisation dans le secteur entreprise, ils doivent, avec l'appui de l'ensemble du Parti, accéder à l'ensemble des responsabilités politiques.

Ni organe de contestation d'un gouvernement de Gauche, ni cellule de réflexion technocratique, la structure "entreprise" trouvera sa juste place dans la société de transition.

Il faut que la S.E. ou le G.S.E. soit non seulement le porte-parole, sur le lieu de travail, du projet global des socialistes, mais aussi force de proposition, capable d'initiatives dans la perspective de la lutte pour le contrôle des travailleurs dans l'entreprise.

Agir en milieu agricole

Pour nous, socialistes, le front de classe associe tous les salariés et la masse des producteurs individuels qui ont en commun d'être victimes de l'exploitation capitaliste. Partant du principe de la recherche d'une répartition optimum du fruit du travail de chacun et de la place des paysans dans le front de classe, nous pouvons confirmer les orientations de la politique agricole socialiste exposées dans notre programme et reprises dans le Programme commun de gouvernement.

Le milieu rural, dont les agriculteurs forment la trame principale, devient un élément important de notre combat.

Sans interférer avec les différents organisations professionnelles, dont les orientations ne sont cependant pas indifférentes, notre Parti prend en charge l'expression politique des aspirations des travailleurs de l'agriculture.

Des lacunes ont commencé à être comblées. En janvier 1975, le Comité directeur a approuvé la mise en place d'une Commission nationale agricole désignée démocratiquement sur une base régionale. Celle-ci regroupe soixante militants dont quarante agriculteurs. Dans le même temps plus de cinquante commissions agricoles fédérales fonctionnent efficacement. Les autres peuvent et doivent progresser. Le travail entrepris par ces commissions s'est d'abord attaché à préciser les axes de la politique agricole contenus dans le programme "Changer la vie" et dans le Programme commun de la Gauche.

Ainsi, leur réflexion sur les problèmes fonciers posés à l'agriculture a pu aboutir sur un avant-projet de la loi sur la terre. Parallèlement les travaux se sont poursuivis sur la coopération, la politique des revenus et des marchés agricoles, l'Europe, la fiscalité agricole, la planification, les apports spécifiques du monde paysan à la construction d'une société socialiste, les conditions d'une solidarité entre les agriculteurs et les ouvriers et la présence et la stratégie du Parti dans le milieu agricole.

Nous devons nous fixer maintenant une autre priorité : diffuser et expliquer nos propositions.

A plus d'un titre, les conditions de vie des travailleurs qui vivent de la pêche sont proches de celles des agriculteurs. Soumis directement comme eux aux phénomènes naturels, aux variations brutales des cours, à la spéculation des secteurs de la transformation et de la distribution mais en outre aux incertitudes du droit maritime, ils justifient pleinement que les socialistes poursuivent activement l'étude des solutions de leurs problèmes.

Le cadre de vie

Notre campagne "Changer la vie" a mis l'accent sur la dégradation continue du cadre de vie, essentiellement due à la poursuite systématique du profit à court terme, même s'il lèse les besoins profonds de l'homme.

L'environnement, les équilibres naturels sont altérés. Le Parti socialiste qui comprend et partage les préoccupations écologistes engagera les actions nécessaires. **Mais il croit en ce domaine comme dans les autres qu'il n'y a de réponse décisive que dans une transformation des structures économiques.**

La démission de l'Etat en matière de transports collectifs, la cherté des logements qui rend inaccessibles à la majorité des citoyens ceux qui se trouvent situés dans le centre des villes, l'urbanisation incontrôlée placent en "assignation à résidence" une grande partie des Français.

En matière de consommation, la société capitaliste finit par détruire le marché concurrentiel (pour ce qui concerne les biens et services marchands) tout en se refusant à considérer l'utilité sociale de biens et services non marchands.

L'organisation sanitaire et médicale elle-même est fortement marquée par la logique du profit à court terme. De ce fait, comme du fait des conditions de vie et de travail, le droit à la santé reste un privilège et l'inégalité devant la maladie et devant la mort subsiste. Sur le plan de l'éducation physique et sportive, la faillite est complète. On a voulu sacrifier le sport scolaire au sport d'élite : le premier stagne, le second demeure sans éclat.

L'éducation populaire est en régression.

On accuse, et on a raison, le manque de moyens, les budgets dérisoires. Mais on ne dit pas assez la suspicion dans laquelle le régime tient les enseignants, les éducateurs, et tous ceux qui aspirent à s'exprimer librement, à manifester une audace et une créativité jugées par essence subversives.

Les loisirs, déterminés eux aussi économiquement et culturellement, sont devenus des "loisirs de digestion". Le tourisme, un tourisme marchand.

Mais si nous critiquons, nous proposons aussi.

Les contacts pris avec les associations, surtout depuis la réunion du 5 octobre 1976, ont permis d'établir avec elles des rapports réguliers. Le Parti les consulte avant d'établir ses propositions de lois sur les sujets qui les intéressent, ou de définir ses amendements (cf. demandes de suggestions, aux associations de consommateurs avant d'établir nos amendements aux propositions de lois Scrivener).

Les différents groupes du Parti recourant les secteurs du cadre de vie et réunis au sein de la commission nationale ont accompli un travail qui a déjà abouti à des prises de position exprimées dans des conférences de presse et par des textes de lois.

Chaque groupe organisera à cette fin des journées d'étude, à Paris et en province, avant septembre, puis des tables rondes en novembre, à l'occasion d'un colloque national du cadre de vie.

Ce travail se traduira, après le colloque de novembre, par la définition de la politique générale du Parti dans chaque domaine du cadre de vie et par le choix des mesures immédiates à prendre, dans le respect du Programme commun, dès l'arrivée de la Gauche au pouvoir, mesures assorties de leurs incidences financières.

Il en sera de même dans le domaine culturel. De ce dernier point de vue la création auprès du Secrétariat national,



d'un Conseil de Développement culturel, regroupant plusieurs dizaines des plus grands spécialistes des Arts et des Lettres, ainsi que l'organisation régulière de "Mercredis socialistes de la culture", assureront le nécessaire dialogue entre les créateurs et le Parti socialiste.

Ainsi le Parti sera-t-il doté d'un programme précis et immédiatement réalisable. Il y associera les élus et le secteur associatif, les uns et les autres à des degrés et avec des pouvoirs divers, déterminant la réalité du cadre de vie.

Les femmes dans le Parti

L'augmentation importante des effectifs du Parti s'est accompagnée d'une augmentation du pourcentage des femmes parmi nos membres. Il atteint aujourd'hui 20 %. Mais ce progrès ne saurait être considéré comme suffisant. Un grand parti réellement représentatif des couches populaires du pays a pour devoir non seulement de rassembler de nombreuses adhérentes mais de leur confier des responsabilités correspondant à leur importance, aussi bien dans le parti qu'en ce qui concerne les mandats électifs.

Les statuts du Parti (article 6) fixent un pourcentage minimum de 10 % pour la représentation féminine dans les organes de direction et prévoient que ce pourcentage sera augmenté au fur et à mesure de la croissance des adhésions féminines au Parti. Le congrès devra décider l'augmentation du quota au cours du débat statutaire.

Mais en réalité le problème ne relève pas seulement d'une clause réglementaire.

Le genre de vie des militants socialistes n'est pas différent de celui de nos concitoyens : la femme est trop souvent chargée de la quasi totalité des tâches ménagères et éducatives du foyer, elle assume trop souvent seule la garde des enfants. C'est à ce niveau qu'il faut poser le problème, et d'abord dans les sections, car la représentation féminine se raréfie dès qu'il s'agit de congrès fédéraux, de stages et sessions départementales ou de l'échelon national.

S'il est naturel que les femmes s'intéressent à la Condition féminine, ce qui justifie une structure interne du Parti pour l'étude de ces problèmes, elles doivent aussi être formées politiquement.

Un effort tout particulier sera fait dans ce domaine à tous les niveaux du Parti. Nous lançons un pressant appel à nos sections et fédérations pour que :

- Le choix des heures et lieux de réunions soit fait en tenant compte des contraintes familiales ;
- Tous les congrès, stages, sessions, conférences et conventions départe-

mentales soient accompagnés de garderies d'enfants ;

- Dans le cas de couples d'adhérents ayant de jeunes enfants, les exigences de la vie militante (présence aux réunions, collages d'affiches, distribution de tracts) puissent être partagées entre les deux sans qu'il en résulte une exigence militante supplémentaire ;

- L'esprit de nos statuts soit respecté au-delà de leur lettre : les délégations à telle ou telle instance, les représentations extérieures, les missions temporaires ne sont pas visées par le texte (qui ne concerne que les organes permanents) mais doivent aussi être largement ouvertes aux militantes socialistes ;

- La candidature aux mandats électifs soit plus largement ouverte aux femmes. **Nous demandons à ce propos au congrès d'approuver la décision du Comité directeur sur les candidatures féminines dans les circonscriptions jugées favorables.**

Une convention nationale "femmes" sera convoquée avant la fin 1977.

Les jeunes dans le Parti

L'état des organisations de jeunesse du Parti (M.J.S.-E.S.) au lendemain du congrès de Pau imposait une réorganisation qui a été entreprise. Les membres du M.J.S. et des E.S. ont participé à de nombreuses rencontres, séminaires, réunions internationales (avec le I.U.S.Y., les J.U.S.O.S., les Jeunesses socialistes italiennes, espagnoles, belges, etc.). Ils ont été présents au Rassemblement européen de la jeunesse et des étudiants (R.E.J.E.) de Varsovie, à la Commission d'enquêtes sur les crimes de la junte chilienne contre les jeunes et les étudiants, à la préparation du festival mondial de la jeunesse. Ils collaborent avec le secteur international du Parti.

Deux organes internes "Insurgé-Responsables E.S." et "Insurgé-Responsables M.J.S." bi-mensuels établissent une liaison suivie avec les groupes. Ils complètent le journal "l'Insurgé" qui, amélioré et paraissant régulièrement, est le journal - et le seul - de la jeunesse et des étudiants socialistes (2 000 abonnés).

De nombreux stages de formation (week-end et vacances) ont été organisés. Les membres du M.J.S. et des E.S. ont contribué à l'élaboration du projet éducatif du P.S., ont mené des campagnes spécifiques (campagne "Face au chômage", campagne contre la réforme Haby, campagne sur le cadre de vie) et ont appuyé la campagne organisée par le Parti dans 40 universités en avril 1976.

Enfin, le Comité pour la jeunesse et l'éducation permanente a permis une réflexion avec d'autres mouvements sur les problèmes de la vie associative,

du sport, de l'apprentissage, de l'éducation permanente.

Une nécessité : **que chaque fédération désigne en son sein un responsable pour les problèmes de la jeunesse.**

Quant à la direction du M.J.S., elle devra, comme le prévoit une réforme des statuts soumise au congrès, correspondre à la représentation proportionnelle du Parti lui-même.

Pour la décentralisation

Le développement des activités du Parti à l'échelon régional doit être poursuivi, les comités régionaux de coordination du Parti constituant le niveau indispensable en matière d'études et de propositions d'aménagement du territoire et de planification régionale, de contrôle des élus régionaux et de décentralisation de certaines activités nationales.

Les élus et le Parti

1. Nous proposons qu'une convention nationale soit consacrée au cumul des mandats, afin d'en fixer les limites et les conditions.

2. Dès maintenant nous saisissons le congrès d'une demande d'incompatibilité entre les fonctions gouvernementales et la qualité de membre du Secrétariat national.

3. Nous estimons que la représentation parlementaire dans les instances nationales du Parti (Comité directeur, Bureau exécutif, secrétariat) ne doit pas dépasser 20 % du nombre des membres de ces organismes. Afin de ne pas désorganiser les structures dirigeantes cette mesure sera immédiatement applicable au lendemain des prochaines élections législatives.

4. Tout député et sénateur rendra compte de son mandat devant sa section ou sa fédération à chaque session parlementaire.

5. Une assemblée générale des maires socialistes de France sera convoquée au mois d'octobre prochain.

6. Un secrétariat national aura la responsabilité des collectivités locales.

7. Tout militant élu a l'obligation d'adhérer à la Fédération nationale des élus socialistes et républicains, à l'exclusion de toute organisation d'élus concurrente.

Ces observations étant faites, le congrès doit savoir que la direction du Parti a trouvé auprès des bureaux du groupe parlementaire (assemblée nationale et Sénat) un concours constant, fructueux et amical.

Colloques, études, experts.

Depuis le congrès de Pau, 6 colloques et 16 journées nationales ont eu lieu. Les rapports statutaires diffusés en mai en ont rendu compte.



Nous souhaitons que le congrès donne priorité à la définition de projets pour :

- L'éducation nationale ;
- L'environnement ;
- La décentralisation ;
- La ville ;
- Le statut de la femme dans notre société.

Le premier, discuté depuis deux ans, est en cours d'adoption.

Le deuxième et le troisième seront diffusés pour discussion dès le mois de juin.

Le quatrième sera débattu dans un colloque d'ici la fin de l'année.

Le cinquième sera mis au point avant les législatives.

La Parti dispose pour aborder ces sujets de 107 groupes d'études constitués par les commissions compétentes et qui accomplissent un travail considérable.

Le groupe national des experts qu'animent Albert Gazier et Jean Prontéau se réunit tous les quinze jours et fournit une importante contribution.

D'autre part, le Bureau national d'adhésions (B.N.A.) et l'Institut de recherche et d'études socialistes (I.S.E.R.) mobilisent sur le plan de l'accueil et de la réflexion, des concours indispensables. L'I.S.E.R. exerce désormais son attraction sur ceux qui, dans le Parti et hors du Parti, s'intéressent à une réflexion politique et idéologique approfondie.

Renouvellement des organismes dirigeants

Une règle devrait être adoptée afin de permettre un plus grand renouvellement des membres des instances nationales. Nous suggérons que la convention nationale consacrée aux cumuls électifs s'attaque aussi à ce problème (par exemple par l'inéligibilité d'un congrès à l'autre, soit pendant deux ans, du quart des membres du Comité directeur).

2. Renforcer l'unité du Parti

L'unité interne de notre Parti s'est forgée dans l'action et sur la base de ses succès. Il faut désormais qu'elle devienne un mode de vie quotidien et qu'elle se manifeste en dehors des périodes d'activité intense.

Le Parti socialiste est riche de la diversité des courants de pensée qui la composent, mais cette diversité ne doit pas pour autant mettre en cause son unité d'action et d'expression. C'est pourquoi, adopté dès le congrès d'Epinau, l'article 4 de ses statuts précise que "la liberté de discussion est entière au sein du Parti" mais que "nulle tendance organisée ne saurait

y être tolérée". Aux courants ainsi définis, pour répondre à des différences d'analyse momentanées et non pour perpétuer des groupes internes de pression permanente, l'article 5 des statuts, en posant les règles de la proportionnelle, assure une représentation conforme à leur influence. Ces dispositions permettent à l'évidence un fonctionnement démocratique du Parti. Mais, aujourd'hui, force est de constater que de véritables fractions se sont constituées et la tentative de mettre en œuvre un "code de bonne conduite" n'a manifestement pas suffi pour résoudre le problème.

Le débat ne doit pas être déplacé : la liberté de discussion à l'intérieur du Parti n'est pas en cause. Ce qui est en cause c'est le fractionnisme ; ce qui est en jeu, c'est la nécessité de la discipline dans l'action, sans laquelle il n'y a pas d'efficacité possible.

La réflexion théorique a été encouragée ; elle le sera davantage encore comme source de notre diversité et de notre richesse commune. Nous en avons traité sous la rubrique "une meilleure communication dans le Parti, une meilleure information mutuelle".

Associées aux responsabilités du Parti dans le cadre du Comité directeur et du Bureau exécutif, la ou les minorités, lorsqu'elles existent, participent aux délégations et disposent de l'information nécessaire. Il n'est pas admissible qu'une minorité se comporte comme un corps extérieur au Parti. Les courants de pensée sont légitimes et les tendances interdites. Aucun militant ne peut accepter que se forment plusieurs partis dans le Parti.

Chaque courant, selon nous, doit dire clairement, à la veille de Nantes, comment il entend contribuer à une application rigoureuse de l'article 4 des statuts. Le congrès doit se prononcer clairement sur ce point.

Nous proposons que l'unanimité du Parti se fasse autour d'une règle simple ainsi rédigée : **aucun courant de pensée ne peut disposer de locaux et de moyens financiers qui lui soient propres, prélever des cotisations sur nos adhérents, organiser en dehors du Parti, et sans son accord, réunions, stages et séminaires, émettre des positions publiques différentes de celles dont le Parti a souverainement tranché dans ses assises régulières.**

Si l'accord se faisait là-dessus, la synthèse à laquelle aspirent de nombreux militants pourrait être utilement recherchée sur la base d'une analyse et de choix politiques convergents.

Le souci de l'unité doit l'emporter, sans restriction, sur l'esprit de clan. Chacun de nous doit se sentir personnellement responsable devant les travailleurs, de-

vant le peuple de France. L'exercice de responsabilités nouvelles exige que le Parti socialiste soit actif et fort et il ne le sera que dans l'unité et dans la cohésion. Combattre avec fermeté les tentations centrifuges, choisir cette voie de rigueur constitue l'un des enjeux majeurs du congrès de Nantes.

3. Préparer la transition

Pour nous, la transition se confond avec l'échéancier du Programme commun tel qu'il résultera des conversations entre les trois partis signataires. A titre d'exemple, on peut considérer comme admis le fait que les nationalisations retenues en 1972 seront réalisées dès la première session de la prochaine législature. Bien d'autres mesures seront nécessaires. Il appartiendra au gouvernement de la Gauche de les décider et de les exécuter.

Dans le Parti et hors du Parti, certains entendent privilégier ce qu'ils appellent "le mouvement populaire" et le distinguer de l'action des organisations des travailleurs, partis, syndicats et associations : un tel spontanéisme est contradictoire avec notre projet politique. Nous rejetons cette théorie. Il importe que le Parti ne fasse pas la moindre concession aux illusions "basistes" et au verbalisme ultra-révolutionnaire de certaines tendances de la Gauche française. Ces tendances n'ont pas plus leur place dans nos rangs que les partisans d'une politique centriste.

Evitons les équivoques : au lendemain de la victoire de la Gauche, c'est sur l'action des partis et des organisations démocratiques, en particulier du Parti socialiste, et non sur un mythique mouvement des masses que reposera la possibilité pour notre peuple d'exprimer ses volontés. C'est pourquoi le Parti devra être plus que jamais attentif à manifester les aspirations populaires, aussi bien par le dialogue avec les organisations syndicales que par sa propre insertion dans tous les aspects de la vie sociale. Il aura aussi à expliquer l'action du gouvernement de la Gauche, sans cacher la nature et l'importance des difficultés rencontrées. Le Parti a, jusqu'ici, échappé au double langage excessif dans ses congrès, prudent dans ses campagnes électorales. Veillons à ce que le jeu des tendances et de leurs surenchères ne le fassent pas dévier de sa ligne. Notre motion a pour ambition de mobiliser le Parti dans la clarté.



III. UNION DE LA GAUCHE ET IDENTITÉ DU P.S.

La conquête du pouvoir par la voie démocratique, dans un pays comme la France, passe par la réalisation d'une coalition majoritaire. Telle est l'ambition de l'Union de la Gauche rassemblée autour de son Programme commun de gouvernement. Seule la Gauche, forte de l'appui des masses populaires, peut répondre à la volonté de changement qui anime les Français et engager le pays dans cette voie.

Et, de fait, malgré l'emprise du pouvoir et l'idéologie dominante sur les grands moyens de communication, la Gauche unie n'a pas cessé de progresser.

Mais l'Union de la Gauche est dialectique : n'oublions pas que quelques mois à peine après le combat commun de 1974, l'Union de la Gauche a été secouée par une **longue** polémique lancée par le P.C.F. contre notre Parti. **En nous refusant de nous y engager**, nous avons dit alors que cette polémique était injuste, contraire à l'intérêt de la Gauche **et qu'elle desservirait ses initiateurs.**

Lors de la préparation des municipales, le Parti socialiste a eu le double souci de développer l'Union de la Gauche et de préserver ses intérêts légitimes, ainsi qu'il en avait été décidé au congrès de Pau et de Dijon. Les résultats ont confirmé la justesse de son analyse ; ils auraient pu être encore meilleurs si le Parti communiste n'avait pas, ici et là, enfermé la négociation dans le cadre d'un rapport de force électoral qui ne correspondait plus aux réalités.

Le XXII^e congrès du P.C.F. a marqué un tournant. La polémique a cédé la place à l'émulation. Néanmoins, le P.C.F. continue à vouloir s'affirmer "le parti de la classe ouvrière" autour duquel doit s'articuler "l'union du peuple de France", politique souvent pratiquée dans le passé.

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est l'abandon de la thèse de la dictature du prolétariat et le jugement porté sur les atteintes aux libertés dans les pays de l'Est. Nous jugeons cette évolution positive et le développement de notre Parti n'y est certainement pas étranger. Il faut souhaiter que le P.C.F. la poursuive en portant son analyse sur les causes qui ont conduit à la réalité du système soviétique. Une certaine conception du centralisme démocratique et **sa dégénérescence en centralisme bureaucratique** ne peut être expliquée uniquement par un accident de l'histoire. Si le P.C. a cessé de considérer **le Parti** et le système soviétique

comme **des** modèles, il ne lui a pas encore substitué **un autre type d'organisation** et de société.

D'où l'importance pour l'évolution du P.C.F. et l'avenir de l'Union de la Gauche d'affirmer notre propre projet socialiste et de développer son identité, sur tous les fronts de lutte, comme sur le plan théorique.

L'Union de la Gauche, pour nous, est la traduction politique du front de classe qui vise à unifier les forces sociales en lutte contre le système capitaliste. C'est-à-dire qu'elle ne saurait se limiter à un quelconque "rassemblement des mécontents" ou se dissoudre dans une vague "union sacrée" contre tel ou tel aspect de la politique du grand capital. En cela le front de classe se distingue de l'alliance antimonopoliste comme il se distingue des postulats théoriques et sociologiques sur lesquels le P.C.F. fonde sa prétention à exercer une influence dirigeante dans le mouvement populaire.

L'originalité du P.S.

L'identité du P.S. s'affirme aussi dans la perspective autogestionnaire du socialisme. Par le refus de tout système bureaucratique et centralisateur, il tend à faire de la responsabilité la dimension supérieure de la liberté et répond ainsi à l'aspiration profonde des travailleurs et de la jeunesse.

Pour avancer concrètement dans la voie de l'autogestion, nous considérons comme essentielles des réformes telles que la démocratisation de la gestion des entreprises du secteur public, le contrôle des conditions de travail, la mise en route de la planification démocratique, la décentralisation de l'Etat, la démocratisation de la gestion des collectivités locales, la régionalisation permettant la mise en œuvre du droit à la différence et à l'expression des identités régionales, la réforme du système d'enseignement (notamment l'éducation permanente), le développe-

ment à côté du secteur privé et du secteur nationalisé d'un secteur d'économie sociale rassemblant les coopératives ouvrières de production et de consommation, les coopératives agricoles ainsi que les entreprises à forme associative dont la création sera facilitée en permettant à des collectifs de travailleurs d'acheter et de louer du capital.

Actualisation du Programme commun

Les trois partis signataires sont d'accord pour considérer qu'il s'agit bien d'une actualisation et non d'une refonte globale, les principales dispositions restant adaptées à la situation présente.

Dans la lettre qu'il a adressée à Georges Marchais le 7 avril, au nom du Bureau exécutif unanime, François Mitterrand a précisé nos positions à la lumière des événements survenus depuis 1972 dans les trois domaines (libertés, politique extérieure, économie) qui ont fait l'objet des discussions dans les groupes de travail mis en place en juin 1975. Le document mis au point par le Bureau exécutif national pour servir de base aux discussions sera communiqué aux fédérations et distribué au congrès.

Les rapports avec le M.R.G., le P.S.U., les gaullistes d'opposition procèdent de la même conception unitaire :

- Les Radicaux de Gauche sont les alliés naturels des socialistes. Ils ont signé le Programme commun, ils font partie intégrante de l'Union de la Gauche. Nous approuvons leur volonté de se développer de façon autonome et comprenons leur désir d'une meilleure implantation. Leur présence effective sur le terrain demeure la condition des accords électoraux que nous pourrions conclure avec eux sur la base de l'intérêt commun ;

- L'Union de la Gauche est ouverte au P.S.U. comme aux gaullistes d'opposition à condition qu'ils marquent clairement leur acceptation du contenu et de la logique du Programme commun. Toutefois, les hésitations du P.S.U. et la dispersion des gaullistes d'opposition rendent difficiles, pour le moment, leur participation à un accord national.

IV. NOS PROPOSITIONS FACE A LA CRISE

L'année 1974 a marqué l'accélération de la crise du capitalisme mondial dont les premiers signes sont apparus avec la rupture du système monétaire inter-

national en 1970. Selon les pays, cette crise a été différemment ressentie : la R.F.A., les Etats-Unis, le Japon l'ont mieux supportée que la Grande-Breta-



gne, l'Italie et la France. Mais, dans tous les cas, elle s'est manifestée par la hausse des prix intérieurs, des menaces sur une partie de l'appareil industriel et surtout par un chômage considérable. Les événements du Moyen-Orient n'en ont été que le révélateur de cette crise profonde, crise qui révèle un profond bouleversement du mode de production capitaliste et risque de conduire à une emprise accrue des multinationales sur l'Europe et le tiers monde. En France, elle s'est traduite, depuis 1973, par un doublement du chômage, de l'inflation et de l'endettement interne et externe. L'échec et les contradictions des politiques suivies depuis 1974 en ont fait peser le poids sur les plus défavorisés et ont affaibli sensiblement le potentiel économique du pays. Les plans anti-inflation qui se sont succédé ont connu les mêmes échecs, y compris par comparaison avec d'autres pays capitalistes.

La situation de la France s'explique par des raisons propres à notre pays. Les unes tiennent à nos structures économiques et sociales. L'ampleur des inégalités, entretenue et protégée par un système fiscal injuste fait de la France un des pays les plus inégalitaires d'Europe. Ces disparités excessives renforcent la lutte entre groupes sociaux et accélèrent l'inflation. La domination exercée par quelques grands groupes privés, industriels et bancaires, conduit à une forte accumulation du capital dans des secteurs à faible concurrence, réduisant l'emploi et encourageant les hausses de prix pour augmenter les profits. La centralisation des décisions, aussi bien dans l'entreprise que dans l'Etat, étouffe l'initiative, la responsabilité et freine le dynamisme national.

Depuis quelques années, nos gouvernements ont accepté une dépendance de plus en plus forte à l'égard de l'étranger dans les domaines économique, technologique, financier, militaire, culturel. Face à une situation qui exigeait une stratégie lucide et neuve, ils ont manqué de projet à long terme et se sont bornés à s'accrocher au pouvoir, subissant les événements comme des bouchons sur l'eau et incriminant une prétendue fatalité extérieure.

Parce que nous entendons avec nos partenaires de l'Union de la Gauche mettre fin aux injustices et aux incohérences du régime actuel et développer les moyens permettant aux Français de changer leur vie, nous avons signé, en 1972, le Programme commun de gouvernement. Cinq années après, il est légitime de se demander si, compte tenu des formes nouvelles de la crise, ce document répond toujours à la préoccupation fondamentale qui l'anime : satisfaire les besoins et les aspirations des Français.

La réponse est nette : le Programme commun conserve son actualité et sa force :

– Parce que la crise dont souffre la France n'est pas un simple accident passager, mais qu'elle est liée au capitalisme lui-même ;

– Parce qu'il ne s'agit pas d'un document de circonstance, mais d'un engagement capable d'amener en une législature les changements profonds nécessaires au redressement économique et social de la France et susceptibles d'ouvrir la voie au socialisme.

Les réformes de structures qu'il contient n'en sont que plus urgentes pour réorienter l'économie française vers la stabilité des prix, le plein emploi et le rétablissement de l'indépendance à l'égard de l'extérieur.

1. Nous doter des moyens de surmonter la crise

En priorité, une politique économique socialiste exige de se doter d'instruments d'action efficaces pour maîtriser effectivement les orientations de l'économie et réduire ses gaspillages. La mise en œuvre du Programme commun permettra de disposer de deux outils essentiels de la maîtrise de l'économie : les nationalisations et la planification.

– Les **nationalisations**, prévues au Programme commun, sont un outil d'efficacité économique et de réorientation de l'économie, par commandes publiques et l'orientation sélective du crédit.

Le secteur public permettra d'orienter les investissements vers les industries les plus productives, les plus créatrices d'emplois et d'exportations. La gestion démocratique et décentralisée du secteur public, bancaire et industriel, ouvrira la voie à un contrôle réel des travailleurs sur la production. **Ces nationalisations, ainsi que les prises de participations majoritaires prévues au Programme commun seront réalisées dès la première session du Parlement.**

– Une **planification** véritable et démocratique et contractuelle est inséparable de la capacité donnée à chaque individu de décider lui-même de son destin à travers la décentralisation et notamment vers les collectivités territoriales.

La régionalisation en sera le moyen, notamment lui apportera un cadre adapté.

Nationalisation, planification, régionalisation, ne conduisent pas, comme le prétendent nos adversaires, à une collectivisation de l'économie française, mais à la mise en place d'une économie "mixte" où coexisteront et se dé-

velopperont différents types de propriété des moyens de production. Les mécanismes du marché, qui ont d'ailleurs très largement disparu dans le capitalisme bureaucratique actuel, seront orientés et encadrés par la planification démocratique. Le secteur privé conservera une place essentielle ; la création de petites et moyennes entreprises, aujourd'hui rendue quasiment impossible, sera un facteur essentiel du plein emploi et de compétitivité de l'économie, et sera encouragée par la voie fiscale.

2. Réduire les inégalités sociales

Les catégories plus particulièrement victimes de la crise (femmes, vieux, immigrés, jeunes à la recherche d'un premier emploi) ne bénéficient pas d'une protection légale satisfaisante. Les gouvernements de la V^e République ont gravement enrayé le fonctionnement des régimes sociaux : le minimum vieillesse reste inférieur à celui des pays européens de développement comparable, le pouvoir d'achat des allocations familiales est très largement entamé. Mais les inégalités créées par la logique capitaliste sont également géographiques, notamment par l'abandon de zones entières du territoire jugées non rentables. On notera que la réduction des inégalités passe par une profonde démocratisation de l'institution scolaire et universitaire et la lutte contre la sélection sociale par la mise en place d'une école apportant un soutien prioritaire aux enfants des milieux défavorisés.

Cette réduction des inégalités implique aussi la mise en œuvre du droit à la différence, en particulier pour les minorités culturelles ; la protection des travailleurs immigrés et la reconnaissance de leurs droits civiques.

Il convient de prévoir les structures et le budget nécessaires à l'insertion des handicapés à la vie professionnelle et sociale.

De même, il convient que la politique industrielle de la Gauche s'accompagne d'un système de formation tant initiale que continue qui assure à chacun une qualification telle qu'il puisse revaloriser l'effort créateur de la collectivité, participe au contrôle des travailleurs sur la promotion et permette une promotion technologique et culturelle à l'ensemble du front de classe.

Sans attendre que les réformes de structures, mises en œuvre immédiatement, fassent sentir leurs effets, une politique économique tendant au plein emploi, à la réduction de l'inflation et à la maîtrise des déséquilibres extérieurs sera mise en place. Cette poli-



tique s'appuiera sur une profonde réduction des inégalités, économiques et sociales, une telle réduction passant d'une part par la redistribution en faveur des catégories les plus défavorisées et, d'autre part, par une refonte du système fiscal, elle seule permettra un développement de la consommation, des investissements et des équipements collectifs, de même qu'elle entraînera une diminution du chômage et, simultanément, réduira les causes internes de l'inflation, liée très largement aux diverses inégalités dans la société française. La politique économique socialiste, par le biais d'une redistribution et d'une relance sélective, amorcera immédiatement le retour à un développement équilibré.

Elle le fera avec vigueur et lucidité et sans se laisser entraîner par des mesures inconsidérées, à une aggravation des déséquilibres dont nous hériterons après les échecs des Plans Giscard, Chirac, Fourcade et Barre. En particulier, elle se fixera pour objectif de réduire aussi rapidement que possible l'actuel endettement international du pays qui menace notre indépendance nationale et accélère l'inflation et la crise.

Parmi d'autres, les mesures suivantes devront être appliquées immédiatement :

- Hausse du S.M.I.C., du minimum vieillesse et des allocations familiales ;
- Recrutement de 150 000 fonctionnaires pour les services sociaux et mise à disposition des collectivités locales de 60 000 agents ;
- Indexation d'un livret de caisse d'épargne par famille ;
- Création d'un impôt sur les grandes fortunes supérieures à 2 millions de francs ;
- Mise en œuvre d'un vaste plan d'économies d'énergie ;
- Lancement d'un grand emprunt de 20 milliards de francs ;
- Diminution des charges sociales pesant sur les industries de main-d'œuvre.

3. Une nouvelle logique de développement

Depuis mai 1968, la querelle des taux de croissance et la rivalité des P.N.B. ont pris une autre dimension, outre que les calculs des uns et des autres ne sont pas sans difficultés et contestations pour la raison majeure que l'échelle des prix à l'entrée et au sortir de la période considérée n'est pas comparable d'un pays à un autre. La vraie question qui est posée est donc celle du développement.

Si la Gauche devait se contenter de chausser les bottes de la croissance

tous azimuts de la Droite des années 1960, elle rencontrerait, dès qu'elle aurait perdu le crédit populaire dont elle bénéficierait à sa mise en place, les mêmes difficultés et les mêmes obstacles.

C'est qu'en réalité, le développement pour la Gauche n'a ni le même contenu, ni la même portée idéologique que pour la Droite.

Il faut naturellement assurer ce que l'on appelle la reproduction élargie, c'est-à-dire la prise en charge du renouvellement du capital fixe, l'insertion de techniques nouvelles et la satisfaction des besoins d'une démographie en légère augmentation.

Mais au-delà de la question qui est posée, la Gauche ne peut continuer à se servir, par exemple, de l'industrie automobile comme locomotive des industries françaises, et, par suite, de l'allongement des rubans de béton sur l'ensemble de l'hexagone. Chacun sent et sait que ce type de développement n'est pas accepté. Il n'est au demeurant pas acceptable. Elle doit donc, dans le cadre de la planification, exprimer une double préoccupation.

En premier lieu, l'expansion doit être orientée vers de nouvelles formes d'activités humaines, dont la forme la plus concrète est la multiplication des équipements collectifs.

Elle doit également aboutir à la redistribution de la masse de travail disponible dans des conditions nouvelles. L'abaissement de l'âge de la retraite, la réduction de la durée hebdomadaire du travail, mais plus encore, l'aménagement des horaires de travail par la limitation des travaux postés aux seuls secteurs où ils sont techniquement nécessaires, là où ils existent, le développement du tertiaire qui va de pair avec une société dont les modes d'ap-

ropriation seront différents, doivent être les conditions préalables de cette redistribution.

Elle doit enfin aboutir à une redéfinition du contenu du travail par le développement des moyens de contrôle des salariés pour tout ce qui touche la répartition et l'organisation des tâches dans l'entreprise.

Entre la croissance zéro qui ne veut rien dire puisque de toute manière, il faudra faire face aux remplacements de matériels vétustes et aux besoins de techniques avancées, et la croissance tous azimuts, le Parti doit assurer une croissance équilibrée qui protège l'homme dans son travail et dans sa dignité et facilite le maintien ou le rétablissement des équilibres naturels.

C'est ainsi que l'on pourra définir une politique de l'énergie à la fois plus réaliste et plus démocratique, en luttant contre les gaspillages, en adaptant la production d'énergie à la diversité des usages, en évitant - dans le cadre d'une transition vers des énergies nouvelles - des aventures techniques qui ne seraient ni comprises ni admises par les populations.

Seule une autre logique de croissance prenant en compte d'autres valeurs que le profit à court terme, intégrant les coûts sociaux dans ses calculs de rentabilité suscitera une véritable politique d'aménagement du territoire et redonnera vie et espoir à tant de départements français en voie d'abandon.

Il ne s'agit pas là d'une clause de style. Les moyens techniques existent et doivent être à l'évidence utilisés par la Gauche, aux risques d'une incompréhension momentanée, ce qui postule, là encore, un Parti structuré, conscient et responsable.

V. POUR UNE EUROPE DES TRAVAILLEURS

Le Congrès de Bagnolet a défini la position du Parti sur l'Europe. Cette position demeure la nôtre.

Certes, l'Europe du Marché commun n'est pas celle que nous voulons. C'est en effet au sein du monde capitaliste que la C.E.E. a vu le jour et c'est une Europe du libre-échange qui s'est progressivement construite.

L'opinion souhaitait l'Europe des peuples, on lui a donné l'Europe des marchands et des monopoles. Comment l'accepterait-elle avec satisfaction ?

1. Traité de Rome et Programme commun

La Communauté européenne est une réalité qu'aucun pays, aucun parti ne peut méconnaître. Elle a progressivement donné naissance entre les pays qui la composent à des relations économiques et à des interdépendances telles, qu'un repli national est une hypothèse inconcevable aujourd'hui.

Malgré ses erreurs et ses imperfections, le Marché commun constitue un



indiscutable facteur d'expansion. Sa suppression se traduirait par le retour à une économie de rareté et de restrictions dont les conséquences seraient redoutables.

La résolution de Bagnolet et le chapitre européen du Programme commun ont fixé les grandes lignes de notre action.

Parmi les axes les plus importants, citons : un strict contrôle des sociétés multinationales, la lutte contre l'inflation par une action commune, l'application d'une politique sociale hardie et cohérente, la création d'un nouveau système monétaire, l'élaboration d'une planification démocratique, la mise en œuvre d'une politique européenne d'aménagement du territoire, la redéfinition des règles du Marché commun agricole, l'affirmation d'une Europe indépendante, pacifique et solidaire des peuples du tiers monde.

Cela suppose en premier lieu de donner leur véritable dimension européenne aux luttes sociales. La confédération européenne des syndicats a déjà fait des efforts importants dans ce sens. Ceux-ci pourraient être relayés par une harmonisation au niveau européen des régimes de protection sociale, du statut et des droits des travailleurs dans l'entreprise par un encouragement à la mise au point de conventions collectives européennes. Les socialistes pousseront aussi à ce que des problèmes comme la lutte contre la pollution et la défense de l'environnement soient exprimés et résolus au niveau européen.

Cela suppose en second lieu une volonté politique beaucoup plus ferme qu'aujourd'hui quant au développement des technologies et industries de pointe qui sont la clé de l'indépendance dans le monde moderne : informatique, aéronautique, espace, nucléaire, etc.

Cela suppose en troisième lieu que soient pris en charge et traités dans le cadre de la Communauté les problèmes liés aux contradictions croissantes que connaît l'économie mondiale. La concurrence que se font sur les mêmes produits les pays à hauts salaires et à bas salaires, la menace qui pèse sur certaines industries des pays développés du fait de l'industrialisation de nombreux pays en voie de développement, l'engagement politique croissant des gouvernements dans les échanges technologiques industriels et commerciaux, et la désagrégation du système international des paiements, risquent de rallier nombre de pays au protectionnisme. Pour pallier ce danger, l'Europe doit se rendre capable de mettre en œuvre une politique indépendante et commune tendant à l'harmonisation dans le temps et dans l'espace des conditions de la concurrence mondiale.

Il nous paraît évident qu'au bout du compte l'Europe sera socialiste ou ne sera pas.

A cet égard, il est absurde de prétendre que l'application du traité de Rome serait incompatible avec celle du Programme commun : les articles 108, 109 et 222 du Traité de Rome montrent bien que, si besoin en était, la France trouverait dans le texte même du traité les moyens de mener à bien les transformations économiques et sociales qu'elle aurait décidées.

2. Pour le suffrage universel

Le Congrès de Bagnolet a tranché ce débat.

L'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne contribuera à démocratiser les institutions de Bruxelles. Au nom de quoi préférierions-nous un pouvoir technocratique irresponsable à la libre expression des peuples par le suffrage universel ?

Le problème du contrôle budgétaire au sein de la C.E.E. est, à cet égard, caractéristique : le budget communautaire a atteint l'an dernier près de 50

milliards de nouveaux francs. C'est au Parlement européen qu'il appartient d'assurer le contrôle de ce budget. Mais il ne suffit pas de proclamer des pouvoirs formels, il est aussi nécessaire de donner à ceux qui les possèdent l'autorité nécessaire pour les exercer. L'élection au suffrage universel répond à cette exigence.

Nous réclamons pour cette élection européenne la représentation proportionnelle juste et loyale. C'est au Comité directeur qui se réunira à l'ouverture du débat parlementaire qu'il appartiendra de fixer l'attitude définitive des socialistes, en fonction de la réponse apportée aux préoccupations ci-dessus exprimées.

Les craquements actuels marquent l'échec d'une Europe impossible, l'Europe libérale qui tourne délibérément le dos à l'Europe des travailleurs.

La faute historique serait de croire au socialisme enfermé dans l'hexagone et protégé par l'autarcie économique et la bombe atomique. Le socialisme est par nature et par vocation international. Un gouvernement à direction socialiste en France et ce seront des millions de travailleurs en Europe qui l'observeront avec espoir, des millions de travailleurs qui rejoindront les travailleurs français.

VI. UNE POLITIQUE INTERNATIONALE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

L'internationalisme n'est pas seulement une référence théorique inséparable du socialisme, il est aussi dans un monde en crise une dimension plus que jamais nécessaire de notre action. La crise économique mondiale et l'évolution récente du monde ont accusé la convergence des solidarités de classe, dans l'univers industriellement développé comme dans le tiers monde.

1. La crise et l'ordre international

Loin de distendre les rapports hégémoniques, la crise a accentué les liens de dépendance envers les puissances dominantes, dans l'un ou l'autre bloc, à la fois rivaux et complices.

Les effets de la crise mondiale n'ont en effet épargné aucun système politique. Au poids de moins en moins supportable des dépenses militaires sur les revenus nationaux, la crise de l'énergie est venue ajouter un élément supplémentaire de déséquilibre interne. Le gaspillage des ressources naturelles, la destruction des excédents alimentai-

res, alors que des millions d'hommes, de femmes ou d'enfants manquent du nécessaire, les inégalités de répartition attestent de la défaillance des systèmes de référence. Le capitalisme fait, partout où il domine, la démonstration de son impuissance à surmonter ses propres contradictions. Le modèle soviétique, pour sa part, a cessé d'apparaître, même aux yeux de certains communistes européens, comme une solution aux difficultés des sociétés industrielles avancées...

L'ascension économique de l'Europe depuis 20 ans s'est accomplie au prix d'une dépendance à l'égard du monde extérieur, et notamment des Etats-Unis, qui a accentué les disparités internes et partiellement annulé les progrès communautaires. Le maintien d'une telle situation condamnant à l'évidence la France et l'Europe occidentale à abdiquer davantage encore leur souveraineté et leur indépendance.

Le respect des engagements à l'égard de l'Alliance atlantique ne peut s'accommoder d'ingérences inadmissibles dans les affaires intérieures des Etats. Les socialistes qui ont vivement réagi en



leur temps aux déclarations américaines souhaitent une attitude nouvelle.

Cela implique une politique extérieure qui ne soit pas conduite en fonction de la seule référence à la balance des paiements, mais soit ouverte sur le monde et autonome dans sa démarche.

2. L'ordre international et le projet socialiste

La transformation du paysage politique européen, l'affirmation d'un dynamisme socialiste nouveau dans les pays de l'Europe du Sud, l'évolution récente des partis communistes occidentaux vers l'eurocommunisme donnent au projet socialiste une chance et une crédibilité nouvelles.

De ce point de vue, le relais des partis socialistes et sociaux-démocrates européens, mais aussi des organisations syndicales européennes (C.E.S.) est essentiel. Un large consensus existe avec ces forces vers des objectifs précis : politique sociale, harmonisation des conditions de travail, protection sociale, statuts des travailleurs immigrés et contrôle des travailleurs dans l'entreprise.

La crise a déterminé une situation qui rend plus facile, entre des mouvements de même tradition mais que séparent parfois l'héritage historique et des approches politiques différentes, l'affirmation de nouvelles convergences et la recherche d'actions communes.

Le Parti doit donc se fixer comme objectif prioritaire le renforcement de ses

liens avec toutes les forces vives de la classe ouvrière européenne.

Sur le plan des relations mondiales, la politique étrangère de la Gauche devra tendre : à restituer à la France sa présence dans les négociations mondiales, à affirmer l'indépendance de l'Europe et sa spécificité dans les affaires internationales, à préserver l'indépendance de la politique française dans le cadre des solidarités communautaires, à contribuer par des initiatives propres à l'approfondissement de la détente et à la construction de la paix.

La France et l'Europe ont tout à gagner à la détente. La déclaration d'Helsinki constitue à cet égard une base importante pour l'accentuation de nos efforts. De plus le mérite essentiel de l'Acte final est d'avoir introduit les droits de l'homme comme une donnée permanente des relations entre les Etats et une dimension nécessaire des progrès de la détente internationale. On doit considérer qu'en ce qui concerne les problèmes humanitaires et les échanges de toute nature qu'ils impliquent, il reste de grands progrès à accomplir pour passer de la solennité des traités à la réalité des faits. D'autre part, l'entreprise est encore fragile : une diplomatie ambitieuse favorisera la réalisation de véritables objectifs de sécurité. Le Parti socialiste réaffirme à cet égard que la réduction progressive des dépenses mondiales de défense, le renforcement de la force des Nations unies pour le maintien de la paix, la démocratisation du Conseil de sécurité et l'établissement d'une agence mondiale du désarmement sont des éléments essentiels pour assurer dans le monde une sécurité plus réelle et plus grande.

Sud) et si à l'opposé il recherche certains partenaires privilégiés pour des relations exemplaires, le gouvernement de la Gauche devra développer dans le tiers monde un très large réseau de relations d'Etat à Etat. Mais le Parti socialiste poursuivra sa lutte contre l'oppression, pour les libertés démocratiques, pour l'émancipation nationale, et développera son action de solidarité avec les forces progressistes et anti-impérialistes dans le tiers monde.

Dans les deux ans qui viennent, le P.S. prendra des initiatives propres et aussi dans le cadre de l'Internationale Socialiste, sur deux problèmes essentiels : celui des régimes fascistes du sud de l'Afrique, celui des libertés en Amérique latine.

Après avoir vécu longtemps dans une économie rurale et semi-industrialisée, à peine ouverte sur l'extérieur, la France s'est orientée délibérément vers une mondialisation de son économie.

Pendant longtemps, les capitaux placés à l'extérieur ont suffi à assurer l'équilibre de notre balance des paiements.

Aujourd'hui, c'est dans le cadre de la division internationale du travail que la France doit trouver sa place.

Elle ne le fera que si elle prend des initiatives qui lui apportent, au moins pour un temps, le consensus de ses fournisseurs et clients traditionnels.

L'Europe des neuf couvre, à elle seule, plus de la moitié de nos échanges. Si nous tenons, comme cela est souhaitable, à participer à l'élévation du niveau de vie des pays en voie de développement, qu'ils soient ou non détenteurs de matières premières, nous ne pourrions pas le faire sous l'éclairage d'un colonialisme militaire abandonné ou d'un paternalisme apparemment bon enfant mais particulièrement exigeant.

Le Pacte fondamental de l'O.N.U. contient une disposition qui n'a jamais fonctionné. C'est la création de pactes régionaux de caractère volontaire, dans la parité des droits des participants et dans des cadres géographiques dont les partenaires sont seuls juges.

Dans le cadre de cette proposition, les deux zones d'action dans lesquelles la France pourrait prendre des initiatives, au plan international, devraient être :

- D'une part, le bassin méditerranéen qui pose en réalité moins de problèmes politiques qu'il ne paraît, mais où on peut craindre que les exaspérations économiques, qui ne manqueront pas de se faire jour en fonction des richesses des uns et des pénuries des autres, ne se transforment en lutte d'influence que seul un nouveau type de relations, comme celui qui est proposé, peut permettre de surmonter. Le Parti a agi dans ce sens en accueillant la première

VII. DÉPARTEMENTS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

Dans les départements et territoires d'outre-mer sévit un néo-colonialisme économique et politique. Le Parti socialiste réaffirme la nécessité de rendre,

dès la période de transition, aux peuples d'outre-mer la possibilité de s'autodéterminer librement et individuellement.

VIII. TIERS MONDE ET MÉDITERRANÉE

La lutte des socialistes contre l'exploitation et les phénomènes de domination ne s'arrête pas aux frontières nationales. L'internationalisme et la volonté de justice sociale ne sont pas pour nous séparables.

1. Une politique de solidarité active

Des pactes régionaux

Même s'il opère des refus de collaboration symboliques (Chili, Afrique du



Conférence des Partis socialistes d'Europe du Sud et en renouant des liens avec les forces progressistes au Maghreb et au Machrek ;

– D'autre part, l'Afrique, en raison des relations historiques que la France a noué avec ce continent.

La transformation socialiste que la France se propose de mener appelle un nouvel ordre de relations entre l'Afrique et l'Europe, au moment où les grandes puissances se préoccupent d'assurer et de garantir leur influence politique et leur approvisionnement en matières premières, par des moyens divers (subversion militaire et subversion financière).

Cet état de fait risque de développer un néo-colonialisme qui ne pourra se terminer que par des luttes fratricides mettant en péril la sécurité fragile du continent africain.

A cet égard une France de gauche ne peut pas oublier sa mission universaliste. Elle se doit de prendre des initiatives qui, au-delà des seules préoccupations d'équilibre des approvisionnements, tel que prétend les régler la Conférence Nord-Sud, offriront à des partenaires inégalement favorisés par la nature, grâce à la compréhension mutuelle et à la création d'une solidarité vivante, les moyens d'échapper aux appétits des grandes puissances, qui déguisent un nouvel impérialisme au nom de l'autonomie des nations-Etats existantes.

2. Un nouvel ordre économique international

Le Parti socialiste ne devra pas sous-estimer, y compris au pouvoir, les sa-

crifices que l'instauration de relations économiques internationales plus justes impliquent pour un pays comme la France. Parce qu'il défend les intérêts des masses populaires françaises, le Parti socialiste marquera clairement auprès de ses partenaires du tiers monde, les transitions qu'il devra ménager dans la mise en cause des relations inégales actuelles. Parce qu'il vise une transformation socialiste de la société internationale, le P.S. devra démontrer que l'émergence d'un nouvel ordre économique implique de concilier l'intérêt du plus grand nombre dans les pays sous-développés et les pays industrialisés et suppose donc de profondes transformations politiques et sociales internes à chaque ensemble et à chaque pays.

Pour aller dans cette voie, et avant son accès au pouvoir, le P.S. indiquera les mesures concrètes et les initiatives internationales qu'il entend voir prendre par le gouvernement de la Gauche : aide au développement porté hors D.O.M.-T.O.M. à 0,70 % du P.N.B. ; allègement de la dette des pays en voie de développement, revalorisation des cours des matières premières par des accords de produits ; transferts de technologies plus larges ; réforme du système monétaire, propositions pour une nouvelle division internationale du travail, etc. Il indiquera l'échéancier qu'il envisage. Ceci marquera la volonté d'une cohérence rigoureuse entre la politique de relations avec le tiers monde et les autres aspects de la politique française actuelle (monétaire, agricole, commerciale, industrielle) ; en outre, le P.S. inscrira clairement son effort dans une perspective de coopération entre l'Europe et le tiers monde et il fera des propositions dans ce sens.

elle est niée par ceux qui détiennent les instruments de la puissance, l'argent d'abord, l'argent qui semble aujourd'hui faire et défaire le destin des peuples. Il est vrai que la croissance économique n'est pas une fin en soi. Les socialistes l'ont toujours dit. Mais la bourgeoisie ne découvre cette vérité que quand sa machine à produire se détruit. La réalité d'aujourd'hui, la réalité du système capitaliste en cette fin du XX^e siècle, c'est que des centaines de millions d'êtres humains de par le monde sont privés du nécessaire, et que, chez nous, des centaines de milliers de familles, de personnes âgées, de jeunes, sont dans la gêne, certains dans la misère, tandis que tant et tant d'hommes et de femmes sont privés du droit élémentaire de vivre de leur travail.

Mais ces malheurs ne sont pas une fatalité ; le système capitaliste en arrive au point où ses injustices et ses incohérences mêmes le rendent insupportable et préparent sa propre perte.

Parce que l'héritage est lourd, et lourde la pesanteur des habitudes parce que les privilégiés sont forts et résolus à se battre pour sauver leurs privilèges, nous savons que la tâche ne sera pas facile. Nous le savons et nous le disons.

Dans un premier temps, **il faut sortir notre pays de la crise.** Comment espérer y parvenir sans le stimulant de la consommation populaire, donc sans augmentation des ressources des plus déshérités, sans que les travailleurs reçoivent leur juste part des richesses de la nation ?

Comment espérer un retour à la santé économique, si la modernisation de l'appareil de production est conçue pour réduire le nombre des emplois, au lieu de servir à diminuer le temps de travail de chacun, à diminuer la peine des hommes ?

Mais comment espérer cette remise en ordre économique si les secteurs clés – groupes industriels et crédit – échappent au contrôle de la nation ?

Comment hésiter à rendre à la collectivité ses biens, ses droits, lorsque les hommes des banques et de la grande industrie courent investir à l'étranger les capitaux produits par le travail des ouvriers, des techniciens français ? La réalisation du Programme commun fera reculer l'injustice en mettant fin au pillage des ressources nationales, en brisant la politique antisociale et antinationale de la grande bourgeoisie française. Elle sera le premier pas vers le socialisme.

C'est le contrat que nous vous proposons, le contrat pour les cinq ans à venir et, au terme de ces cinq ans, c'est le peuple encore qui décidera s'il veut ou non continuer la route avec nous.

APPEL AU PEUPLE DE FRANCE

De leur Congrès de Nantes, les socialistes s'adressent à vous.

A vous tous, travailleurs, salariés ou indépendants, qui par votre effort de chaque jour faites la richesse et la grandeur de la France.

Notre pays vit un moment important de son histoire. Depuis des années, la Droite gouverne et c'est la crise. Aujourd'hui comme hier le capitalisme ne connaît qu'une loi, celle du profit ; aujourd'hui comme hier il cherche à tirer plus de profit du travail des hommes. En pleine crise le patronat accélère la modernisation des industries ; celle-ci

réalisée grâce aux travailleurs et à leurs dépens, ils payent deux fois. Aujourd'hui, nos gouvernants accusent la croissance dont, hier, ils ont exaspéré le rythme. Ils accusent le progrès. Mais le coupable n'est pas, contre les hommes, ce progrès que les hommes ont fait.

Et voici que ce système laisse souiller l'eau, l'air, les sols, détruire la végétation, saccager les biens les plus précieux, ceux que la nature nous a donnés, et qui sont le cadre irremplaçable de la vie humaine. Plus l'humanité se donne les moyens de sa libération, plus



Mais aujourd'hui, le temps nous est compté. Qui peut penser que ce pays supportera longtemps encore le sort qui lui est fait, qu'il tolère le spectacle de cette Droite impuissante et irresponsable qui se déchire elle-même ?

Voici venus les temps du changement

En ce moment historique, il est certain qu'il y aura changement : la question est de savoir si, il se fera par la crise, dans l'injustice et le désordre, ou par la Gauche, dans la justice et la liberté.

Cela, aujourd'hui, beaucoup de Français, même parmi ceux qui ne sont pas socialistes, le sentent. Ils choisissent la Gauche parce que c'est la voie de la raison et de la sécurité. Mais les défenseurs des privilèges s'acharneront à empêcher le changement démocratique. Comme toujours quand leur domination est menacée, ils cherchent à faire peur et travestissent la vérité : ils crient au collectivisme mais, sous nos yeux, c'est le capitalisme expropriateur qui chasse le paysan de sa terre, le commerçant de sa boutique, l'artisan de son atelier.

Demain, les hommes de la grande bourgeoisie feront la politique du pire, comme firent leurs ancêtres versaillais et leurs aînés vichyssois. Mais nous, socialistes, nous avons confiance dans la volonté réfléchie et le bon sens du peuple. Ce peuple, qui a appris d'une longue et dure histoire, sait maintenant où il lui faut aller.

Déjà, par millions, les Français ont exprimé leur confiance à la Gauche et, d'abord, au Parti socialiste.

Nous savons, nous socialistes, le prix de cette confiance. Si nous l'avons gagnée, c'est parce que nous avons su rassembler toutes les énergies du socialisme français. C'est parce que, depuis le congrès d'Epinay et dans la ligne de Jaurès et de Léon Blum, nous sommes en train de réaliser la synthèse de la diversité socialiste. C'est parce que nous avons été et sommes le Parti de l'Union de la Gauche, le Parti qui a fondé l'accord politique de la Gauche sur le front de classe des exploités.

Sans le développement d'un Parti socialiste puissant et résolument unitaire, tous les Français le savent, il n'y aurait eu ni le Programme commun, ni la montée irrésistible de la Gauche. Le grand fait qui, en quelques années, a renversé les données de la politique française, c'est la création et le développement d'un grand Parti socialiste renouvelé qui, avec François Mitterrand, a su exprimer au mieux les aspirations unitaires et la volonté de changement des masses populaires françaises.

Les travailleurs nous font confiance parce qu'ils ont réappris avec nous que le socialisme, ce n'est pas simplement davantage de justice et de bien-être, c'est la voie de l'émancipation humaine, c'est la voie de la liberté ; ils pensent avec nous que tel système qui, contre l'exploitation capitaliste, a pu naître ailleurs, en d'autres circonstances, dès lors qu'il bafoue la liberté, n'est pas le socialisme. Face à l'exploitation capitaliste et à la bureaucratie étatique, l'autogestion est la réponse du socialisme.

Les travailleurs nous font confiance parce qu'ils pensent, avec nous, qu'en un temps où les développements de l'économie et des techniques de communication ne peuvent être celles d'un seul pays, l'internationalisation de la lutte des travailleurs, d'abord élargie aux dimensions de l'Europe, est une exigence absolue du combat d'aujourd'hui. Refuser cette évidence et se murer dans le donjon du chauvinisme, c'est tourner le dos à l'avenir.

Le Parti socialiste, premier Parti de France, sort de son congrès plus fort encore et plus uni. Dans les mois qui viennent, il jettera toutes ses forces dans la grande bataille politique où va se jouer l'avenir du peuple de France.

Vous aussi, joignez vos efforts aux nôtres ; vous aussi, venez au Parti socialiste

Plus que jamais, nous voulons unir, nous voulons rassembler, ouvrir largement ce Parti, gagner aux idées du socialisme, au combat de la Gauche, tant et tant de Françaises et de Français qui hier votaient pour les candidats du pouvoir et dont certains hésitent encore.

Etre actif partout, dans les entreprises et les universités, dans les quartiers et les villages, partout où les travailleurs mènent le combat contre l'offensive patronale, pour leurs salaires, pour leurs conditions de travail, pour l'emploi.

Poursuivre l'immense travail engagé pour que soient précisées en chaque domaine les solutions pratiques qu'impliquera demain la réalisation du Programme commun de la Gauche, du programme qui va **changer la vie.**

Bref, tout faire pour que le peuple l'emporte. En avant pour une grande victoire populaire !

En avant pour le Socialisme !

Chaque mois :

**UN DOSSIER
OU
UN DÉBAT,
DES
RUBRIQUES
FIXES :**

**Economie,
Théorie,
Société,
Culture,
etc.**

la nouvelle revue **socialiste**

**DÉBAT :
L'EUROPE**

J.-P. COT, J. DELORS,
G. FUCHS, G. JACQUET,
R. PONTILLON, A. SALOMON

**LE P. S.
ET LES SYNDICATS**

D. BARBET
D'HELSINKI
A BELGRADE

**LA REDISTRIBUTION
DES REVENUS**

D. STRAUSS-KAHN
**LES FEMMES
ET LA POLITIQUE**

C. VENTRE



no 23



LISTE DES CANDIDATS AU COMITÉ DIRECTEUR AU TITRE DE LA MOTION I

1. François MITTERRAND (Nièvre); 2. Pierre MAUROY (Nord); 3. Gaston DEFFERRE (Bouches-du-Rhône); 4. Marie-Thérèse EYQUEM (Corrèze); 5. Gérard JAQUET (Dordogne); 6. Alain SAVARY (Haute-Garonne); 7. Louis MERMAZ (Isère); 8. Jean POPEREN (Rhône); 9. Michel ROCARD (Yvelines); 10. Gilles MARTINET (Paris); 11. Robert PONTILLON (Hauts-de-Seine); 12. Georges DAYAN (Paris); 13. Charles-Emile LOO (Bouches-du-Rhône); 14. Edith CRESSON (Vienne); 15. Claude ESTIER (Paris); 16. Pierre BÉRÉGOVOY (Nord); 17. Lionel JOSPIN (Paris); 18. Roger FAJARDIE (Cher); 19. Pierre JOXE (Saône-et-Loire); 20. Dominique TADDEI (Vaucluse); 21. Georges FILLIoud (Drôme); 22. André ACQUIER (Paris); 23. Marie-Jo PONTILLON (Paris); 24. André CHANDERNAGOR (Creuse); 25. Roger QUILLIOT (Puy-de-Dôme); 26. Charles HERNU (Rhône); 27. André LABARRÈRE (Pyrénées-Atlantiques); 28. Daniel PERCHERON (Pas-de-Calais); 29. Bernard DEROSIER (Nord); 30. Michel SAINTE-MARIE (Gironde); 31. Gérard DELFAU (Hérault); 32. Robert VERDIER (Gard); 33. Bastien LECCIA (Bouches-du-Rhône); 34. André BOULLOCHE (Doubs); 35. Jean-Pierre BAREL (Paris); 36. Georges LEMOINE (Eure-et-Loir); 37. Paul LUSSAULT (Indre-et-Loire); 38. Jean PRONTEAU (Charente); 39. Yvette ROUDY (Paris); 40. Jean-Pierre COT (Savoie); 41. Robert CHAPUIS (Ardèche); 42. Nicole QUESTIAUX (Hauts-de-Seine); 43. Françoise GASPARD (Eure-et-Loir); 44. Henry DELISLE (Calvados); 45. Colette AUDRY (Essonne); 46. Henri SCHWANNER (Moselle); 47. Jacques PIETTE (Pas-de-Calais); 48. Raymond VAILLANT (Nord); 49. Jacques CARAT (Val-de-Marne); 50. Jacques-Antoine GAU (Isère); 51. Jacques ATTALI (Paris); 52. Michel de LA FOURNIÈRE (Loiret); 53. Maurice BENASSAYAG (Paris); 54. Jean le GARREC (Hauts-de-Seine); 55. Jean-Claude COLLIARD (Paris); 56. Jacques MELLICK (Pas-de-Calais); 57. Françoise CARLE (Somme); 58. Louis LE PENSEC (Finistère); 59. Alain HAUTECŒUR (Var); 60. Robert CAPDEVILLE (Aude); 61. Georges FRÈCHE (Hérault); 62. Lucien WEYGAND (Bouches-du-Rhône); 63. Guy MARTY (Yvelines); 64. Luc SOUBRÉ (Haute-Garonne); 65. Kléber GOUYER (Isère); 66. Denise CACHEUX (Nord); 67. André LAIGNEL (Indre); 68. André SALOMON (Paris); 69. Christiane MORA (Indre-et-Loire); 70. René GAILLARD (Deux-Sèvres); 71. François LE BLÉ (Finistère); 72. Marcel DEBARGE (Seine-Saint-Denis); 73. Pierre PROUVOST (Nord); 74. Laurent FABIUS (Seine-Maritime); 75. Arthur NOTEBART (Nord); 76. André VIANES (Ardèche); 77. Françoise SELIGMANN (Paris); 78. Jean-Paul BACHY (Ardennes); 79. José ESCANEZ (Alpes-de-Hautes-Provence); 80. Henri SABY (Haute-Garonne); 81. François BORELLA (Meurthe-et-Moselle); 82. Jean-Claude ROUTIER-LEROY (Loire-Atlantique); 83. Christian GOUX (Var); 84. Guy NEVACHE (Isère); 85. Claude GERMON (Essonne); 86. Philippe MACHEFER (Yvelines); 87. Jacques BADET (Loire); 88. Michel PEZET (Bouches-du-Rhône); 89. Yves TAVERNIER (Essonne); 90. Jean MALLET (Vendée); 91. Guy LENGANE (Pas-de-Calais); 92. Martine BURON (Loire-Atlantique); 93. Alain VIVIEN (Seine-et-Marne); 94. Antoine BLANCA (Hauts-de-Seine); 95. Georges LAYÈRE (Gironde); 96. Jean-Marie LE GUEN (Paris); 97. Paulette GIRARD (Seine-et-Marne); 98. René LABAT (Landes); 99. Robert SAVY (Haute-Vienne); 100. Jean-Marie FAIVRE (Nord); 101. Jean-Pierre WORMS (Saône-et-Loire); 102. Jean MAIRE (Val-d'Oise); 103. Yvonne THÉOBALD-PAOLI (Paris); 104. Marc VÉRON (Isère); 105. Jean-Michel BICHAT (Yonne); 106. Michel THAUVIN (Hauts-de-Seine); 107. Yvette FUILLET (Bouches-du-Rhône); 108. Roland BERNARD (Rhône); 109. Alain BENETEAU (Haute-Garonne); 110. Roger BUARD (Mayenne); 111. Jean VERLHAC (Isère); 112. Jacques RICHARD (Vaucluse); 113. Michel BERTRAND (Hauts-de-Seine); 114. Pierre PALAU (Côtes-d'Or); 115. Jean de BENGY (Alpes-Maritimes); 116. Jeanne CHEREL (Seine-Saint-Denis); 117. André DELÉHÈDE (Pas-de-Calais); 118. Robert BERNARD (Vosges); 119. Gérard FUCHS (Paris); 120. Guy BAILLET (Haute-Marne); 121. Henri VILLAIN (Paris); 122. Bernard MONTANIER (Hérault); 123. Michel BÉRÉGOVOY (Seine-Maritime); 124. Jean OEHLER (Bas-Rhin); 125. René LEUCART (Moselle); 126. Françoise CASTRO (Paris); 127. Jean REY (Paris); 128. Jean-Michel BAQUÉ (Paris); 129. Catherine LALUMIÈRE (Gironde); 130. Alain RANNOU (Loir-et-Cher); 131. Patrice HERNU (Val-de-Marne); 132. Jacques LHOMET (Paris); 133. Bernard LEBRUN (Nord); 134. Nelly COMMERGNAT (Creuse); 135. Georges VIALE (Corse-du-Nord); 136. Jean-Michel BELORGEY (Allier); 137. Daniel DOMMANGET (Morbihan); 138. Jean-Michel GROSZ (Hauts-de-Seine); 139. Marc BALDY (Lot); 140. Christian DUBONNET (Bouches-du-Rhône); 141. Jean-François DUBOS (Sarthe).

COMMISSION DES CONFLITS de la Motion I

1. Guy PENNE (Vaucluse);
2. Lucien DELMAS (Dordogne);
3. Jean-Pierre AUBERT (Alpes-de-Haute-Provence);
4. Alain FAUGARET (Nord);
5. Maguy MONNIER (Bouches-du-Rhône);
6. Claude WILQUIN (Pas-de-Calais);
7. Eugène TEISSEIRE (Nièvre);
8. Yves BOURGOIN (Hauts-de-Seine);
9. Ferréol DOUTRES (Haute-Garonne);
10. François REBEUF (Gard);
11. Jean GUEFFIER (Isère).

COMMISSION DE CONTROLE de la Motion I

1. Gilbert BONNEMAISON (Seine-Saint-Denis);
2. Christian CAILLIÈRE (Seine-Saint-Denis);
3. Alain GOURDON (Vosges);
4. Charles BONIFAY (Bouches-du-Rhône);
5. Jean CAILLIAU (Nord);
6. François de GROSSOUVRE (Allier);
7. Michel POUPART (Nord);
8. Georges BEAUCHAMP (Paris);
9. Pierre DENIZET (Isère);
10. René LAHITTE (Gironde);
11. Pascal LAMY (Eure).



MOTION n° 2

POUR APPLIQUER LE PROGRAMME COMMUN : UNITÉ, AUTOGESTION, INDÉPENDANCE

Depuis trois ans, la crise du capitalisme s'approfondit, avec son cortège de souffrances. C'est une crise de société. A l'échelle mondiale, c'est la crise de tout le système impérialiste. La Droite au pouvoir est incapable de la juguler. C'est dans ces circonstances que notre Parti, dans l'Union de la Gauche, aura à la fois le privilège et la responsabilité de répondre aux espérances des travailleurs et d'assumer, devant l'histoire, le destin de notre peuple.

Ce congrès est le dernier congrès ordinaire avant les élections législatives qui peuvent permettre à la Gauche d'accéder au gouvernement. Conscients de l'enjeu, nous savons que, pour appliquer le Programme commun de gouvernement, la Gauche rencontrera des difficultés. Elle doit trouver les moyens de les surmonter. Pour y parvenir, il faut un Parti socialiste cohérent, une Union de la Gauche solide et une puissante dynamique populaire.

L'enjeu

A. LE DESSEIN DE LA DROITE : DIVISER POUR SE MAINTENIR

La Droite n'est plus majoritaire : elle se divise sur les moyens de le redevenir. Ses bases traditionnelles (paysannerie conservatrice et anciennes "classes moyennes") se sont usées. Giscard, malgré ses efforts, n'a pas réussi à cimenter autour de la bourgeoisie de nouvelles alliances de classe, incluant en particulier les couches salariées, techniciennes et urbaines, dont l'essor a accompagné la croissance du capitalisme depuis trente ans. Il caresse l'idée de pouvoir le faire un jour en divisant la Gauche tandis que Chirac entend mobiliser d'abord les soutiens traditionnels de la Droite. Deux méthodes, mais un seul objectif : maintenir en France le pouvoir de la bourgeoisie, empêcher l'application du Programme commun.

B. LA STRATÉGIE DE LA GAUCHE : RASSEMBLER POUR VAINCRE

Face aux projets de la Droite, la stratégie de la Gauche doit s'exprimer sans ambiguïté. Notre Parti a affirmé, depuis

Epinay, sa volonté de "rompre avec le capitalisme" et, en signant le Programme commun, d'"ouvrir la voie au socialisme".

Il ne suffit plus de le dire. Dans quelques mois, il faudra le faire. Pour être en mesure d'appliquer son programme, la Gauche doit rassembler. Elle doit gagner les couches sociales encore indéterminées à l'alliance de classe réalisée sur la base du Programme commun. Elle doit constituer un front de classe à la fois vaste et solide, s'élargissant au rythme même des mutations de la société et qui, parce que les travailleurs et leurs organisations y jouent le rôle essentiel, peut exprimer en permanence leurs intérêts et leurs aspirations. Elle doit approfondir encore son union, pour faire pièce aux desseins de la Droite, qui entend tirer parti de la moindre féclure. Elle doit, au-delà, rassembler le peuple autour d'elle, car le renforcement de l'Union de la Gauche et son élargissement sont deux objectifs complémentaires qui ne peuvent être dissociés.

C'est à ce prix que la Gauche, au gouvernement, évitera d'être, comme au Chili, isolée et broyée par la contre-offensive de la bourgeoisie violant sa propre légalité, ou, comme au Portugal, réduite par ses divisions à abandonner son programme pour faire ou pour laisser faire à nouveau la politique de la Droite.

"Ni périr ni trahir." Appliquer le Programme commun : donc, dès aujourd'hui, s'en donner les moyens. La voie est étroite, mais c'est celle de la seule réussite qui vaille.

Appliquer le Programme commun

En 1978, l'arrivée de la Gauche au gouvernement coïncidera avec le fond de la crise économique dans laquelle le capitalisme est entré depuis 1973. L'application du Programme commun sera donc à la fois moins facile - si l'on n'y voit qu'une redistribution des revenus sans remise en cause du pouvoir - et plus nécessaire - si l'on considère que le Programme commun est

l'instrument d'une réorientation fondamentale de la société et de la production et que sa réalisation permettra seule la mobilisation durable des travailleurs. Encore faut-il bien distinguer les obstacles que la Gauche devra franchir.

A. FORCER LES VEROUS

On connaît les difficultés auxquelles se heurtera la mise en œuvre du Programme commun de gouvernement : trois verrous se présenteront : le "pouvoir personnel" à l'Elysée, le "mur d'argent" à l'intérieur, une nouvelle "Sainte-Alliance" à l'extérieur.

Le pouvoir personnel est celui que Giscard d'Estaing prétendra tirer de la Constitution ou de sa pratique pour faire obstacle à la mise en œuvre du Programme commun. En tout état de cause, le Président de la République conservera le droit de dissoudre l'Assemblée nationale, menace permanente pour le gouvernement de la Gauche.

Le mur d'argent peut se manifester par la réticence des détenteurs de capitaux et plus précisément des entrepreneurs, à investir ou même à produire et par des comportements de fuite (exode des capitaux, par exemple).

La Sainte-Alliance du capital qui s'est déjà manifestée contre l'Italie du compromis historique à la conférence de Porto-Rico en 1976, exprimera l'hostilité des gouvernements occidentaux à l'égard de la Gauche unie. Compte tenu de l'endettement important contracté par la France depuis 1974, de la faiblesse de nos réserves de devises mobilisables et de la fuite des capitaux, déjà entamée bien avant l'arrivée de la Gauche au pouvoir, la France risque d'avoir à recourir, au moins pendant une période transitoire, à certains bailleurs de fonds internationaux : essentiellement les Etats-Unis, le F.M.I. et l'Allemagne fédérale. Il est d'ailleurs vraisemblable que les Etats-Unis, plutôt que d'intervenir trop directement dans les affaires françaises, préféreront le faire par l'intermédiaire de l'Allemagne et autant que possible dans un cadre ou sous un camouflage "européen".



Pour desserrer cette triple contrainte, la Gauche ne doit pas faire la politique de l'autruche. Elle ne doit pas faire comme si l'application du Programme commun n'allait pas se heurter à la résistance des privilégiés. Pour préserver et accroître sa liberté d'action, elle doit dès maintenant expliquer sans fard les difficultés probables, y préparer ses militants et son électorat, ne pas cultiver aujourd'hui des illusions qui, déçues demain, se retourneraient contre elle. Devant l'ampleur des difficultés, la Gauche pourrait être tentée de renoncer à l'application du Programme commun. Cette voie qui est apparemment celle de la facilité déboucherait inévitablement sur le divorce entre l'action du gouvernement et le mouvement populaire, sur la cassure de l'Union de la Gauche, ce serait l'échec historique du Parti d'Épinay qui ne survivrait pas à l'abandon de sa perspective stratégique.

Dans ces conditions, l'audace est la seule sagesse. **C'est l'application du Programme commun qui créera elle-même la dynamique nécessaire.** Le Parti socialiste doit donc préciser clairement devant les citoyens les conditions dans lesquelles il entend exercer le pouvoir :

1. En matière institutionnelle, c'est le peuple qui est juge en dernier ressort. Si la Gauche gagne les prochaines élections législatives, rien ne devra entraver l'application du programme en faveur duquel le suffrage universel se sera prononcé. Si le président de la République cherche à y mettre obstacle, le peuple devra être appelé à trancher démocratiquement le conflit ;

2. En matière économique, seule l'application du Programme commun et particulièrement, dès les premières semaines, de son "noyau dur", permettra à la fois de mobiliser les travailleurs et de sortir l'économie française de la crise.

a) Les nationalisations

La nationalisation des principaux centres d'accumulation capitaliste est une des conditions nécessaires de la rupture avec le système. Il faut pour cela qu'elle concerne l'essentiel des groupes dominants : à la liste établie par le Programme commun, le Parti a déjà proposé par la voix de ses dirigeants l'adjonction des groupes Creusot-Loire (convention nationale sur l'énergie) et Peugeot-Citroën (conférence de presse du premier secrétaire).

Le Bureau exécutif unanime a également décidé une prise de participation majoritaire (comme lors de la constitution de la S.N.C.F., à partir des compagnies privées des chemins de fer en 1936) assurant la maîtrise de la collectivité, dans la sidérurgie. Ces propo-

sitions doivent figurer dans le Programme commun de gouvernement "réactualisé"

Les nationalisations sont un moyen à la fois d'assurer la relance de l'économie conformément aux orientations du plan démocratique par la mise en œuvre des grands programmes industriels et de favoriser l'apparition de nouveaux rapports de production dans les entreprises, grâce au contrôle étendu des travailleurs. Le secteur public élargi doit donc être restructuré en fonction des nouveaux objectifs sociaux.

Pour que le secteur public puisse jouer un rôle moteur dans une nouvelle logique de développement, les nationalisations doivent être complètes. Le transfert de propriété doit porter sur la totalité du capital.

La nationalisation concernera dans chaque groupe la société mère et les principales filiales.

Les modalités d'indemnisation, enfin, doivent éviter de maintenir les anciens actionnaires dans la place. Il faut soustraire la politique de l'entreprise aux arbitrages de la Bourse. C'est ce qu'assure le dispositif d'indemnisation prévu par le Programme socialiste et le Programme commun, qui font une distinction claire entre petits et gros porteurs. Il suffit donc d'en préciser les modalités d'application.

Surtout, il importe que les entreprises publiques soient gérées selon des critères nouveaux assurant la prédominance de la logique des besoins sur celle du profit et de l'accumulation. Cette logique s'impose aux entreprises, de l'extérieur, par la voie de la planification, mais devra aussi s'exprimer de l'intérieur, grâce au contrôle des travailleurs et à la représentation des usagers dans les organes de décision.

b) Plan et marché, nouvelle logique de développement

Chacun sait qu'il n'est évidemment pas question de supprimer le marché. Mais les socialistes n'ont pas à professer la "régulation globale par le marché". Ils doivent affirmer la primauté d'une planification à long terme démocratiquement élaborée, fermement mise en œuvre, qui encadre le marché. Dans une période de mutation fondamentale cette planification est seule capable de répondre aux besoins immédiats des travailleurs concernant l'emploi et le niveau de vie tout en jetant les bases d'une nouvelle logique de développement.

Celle-ci implique une rupture avec la logique capitaliste. Elle doit mettre en cause les rapports d'exploitation tels qu'ils s'expriment dans l'organisation dite "scientifique" du travail, ou, à l'échelle mondiale, dans le fonctionnement du système impérialiste. Il faut

affirmer dans les choix économiques la double dimension autogestionnaire et anti-impérialiste du Programme commun. Il faut réfuter toute interprétation qui en limiterait la portée à une redistribution du revenu national dans des structures économiques et sociales inchangées. Une telle interprétation conduirait assez vite à une inévitable récupération par le capitalisme.

L'avènement d'une nouvelle logique de développement ne résultera pas seulement d'une meilleure maîtrise des moyens de production. Elle appelle aussi d'autres choix de consommation qui tiennent compte des aspirations de plus en plus fortes à protéger l'environnement, à organiser autrement le temps de la vie quotidienne, à redonner un sens aux relations sociales et communautaires. Ces orientations nouvelles procéderont non d'un modèle abstrait de consommation que l'on voudrait imposer a priori, mais des luttes, des revendications qu'elles font surgir et de leur prise en compte par le gouvernement de la Gauche. Elles ne peuvent être envisagées indépendamment d'une forte réduction des inégalités : **pour que tout le monde vive autrement, il faut que le plus grand nombre ait les moyens de vivre mieux.**

La réalisation du Programme commun, qui n'est pas seulement un programme à usage interne, doit contribuer à hâter l'avènement d'un nouvel ordre économique mondial.

La réorientation de nos échanges et de nos priorités de production y contribue. Mais l'effort principal devra porter dans deux directions : d'une part, la **lutte contre l'échange inégal et la réorganisation du système monétaire international.** D'autre part, un **soutien résolu aux luttes de libération nationale et aux expériences de développement non capitalistes.** Ils lient étroitement le changement de notre politique économique au renouvellement de la politique étrangère de notre pays. Il n'est pas question, par exemple, de revenir sur les acquis du Marché commun et d'isoler, par une sorte de muraille de Chine, la France du marché mondial capitaliste, mais notre volonté de développer une planification démocratique n'aurait aucun sens si nous ne donnions pas les moyens de récuser le mot d'ordre actuel qui fait prévaloir l'impératif de l'exportation sur celui du développement intérieur : national, régional et local.

C'est donc en liant étroitement la réalisation de profondes réformes de structures à l'aspiration à changer la vie qu'il est possible de mobiliser les travailleurs et de sortir l'économie de la crise.



Ces orientations sont des orientations à long terme. Mais elles ont une grande importance pour effectuer correctement les choix à court terme. Sans une volonté claire et une direction précise (la rupture avec le capitalisme, l'instauration d'une société différente), il n'y a pas de dynamique possible.

Et il n'y a pas non plus de possibilité de prise rationnelle des décisions économiques si l'on perd de vue le but qui seul, leur donne leur cohérence.

c) Les décisions économiques immédiates

Inversement, la réussite de la politique à court terme est nécessaire pour donner aux nationalisations et aux mesures de restructuration industrielle, comme à la planification démocratique, le temps de faire sentir leurs effets. Il faudra éviter deux écueils particulièrement menaçants en période de crise. La Gauche ne doit pas se laisser prendre dans l'engrenage d'une prétendue bonne gestion du capitalisme, précisément au moment où ce problème est devenu insoluble. Elle doit éviter, en même temps, de se laisser entraîner dans la spirale de l'inflation et du déséquilibre extérieur, qui débouche sur l'assujettissement aux bailleurs de fonds internationaux et inévitablement sur la mise en œuvre d'une politique d'austérité, bref sur le retour en force de la Droite.

C'est dire que la relance de la consommation populaire doit être menée de front avec une vigoureuse politique de redistribution du revenu national, de lutte contre le gaspillage et pour un autre type de consommation. Elle doit se faire à la fois par le relèvement des bas salaires, des pensions de retraite et allocations familiales, par blocage ou mieux encore, baisse des prix des produits de grande consommation et, enfin, par extension de l'aire de la gratuité (santé, éducation, transports). Ces choix impliquent le maintien du pouvoir d'achat des titulaires de revenus moyens et le blocage en valeur nominale des revenus les plus élevés.

Le retour au plein emploi et à l'équilibre extérieur constitue enfin un impératif absolu pour la réussite de la Gauche. La reconquête du marché intérieur par les industries françaises de biens de consommation durable et d'équipement, une politique nous rendant progressivement moins dépendants du marché mondial, une réorientation de nos échanges extérieurs par la voie d'accords directs avec les pays producteurs de matières premières et, surtout, par la recherche de solutions européennes, permettront à la France de se soustraire aux efforts les plus nocifs de la crise.

L'agriculture constituera, lorsque notre politique sera mise en œuvre, un secteur d'importance primordiale du double point de vue de sa contribution à l'équilibre extérieur et au développement régional. Encore convient-il d'apporter des modifications fondamentales à une politique agricole européenne qui n'a plus rien d'une politique agricole commune mais qui vise à intégrer l'agriculture dans le système agro-alimentaire capitaliste, dominé par les firmes multinationales. Pour mettre un terme à l'élimination de la majorité des petits et moyens paysans et à la dévitalisation de régions entières, il est urgent d'appliquer une politique visant à garantir un revenu minimum à l'ensemble des producteurs dans le cadre d'une planification démocratique. Les actions engagées ces dernières années par le contrôle collectif de l'affectation des terres et le contrôle des marchés trouveront dans la mise en place des offices fonciers et des offices par produits, les moyens de leur réalisation.

S'il n'était pas possible de lutter contre la crise par la mise en œuvre d'une politique européenne concertée, la France ne devra pas renoncer pour autant à l'application du Programme commun. Elle instituera, en cas de besoin, les procédures qui lui permettront de pénaliser les importations non indispensables (fiscalité différentielle, dépôts préalables à l'importation, taxes sur les achats de devises) et d'équilibrer son commerce et ses finances extérieures.

Dans le domaine international et face à la Sainte-Alliance du capital, la France du Programme commun peut et doit trouver le moyen d'élargir sa marge de manœuvre. Quel que puisse être le rayonnement de la nouvelle expérience, la contagion du socialisme ne s'exercera pas rapidement dans la politique des pays qui servent de relais principaux à l'impérialisme sur notre continent. Mais la place de la France et son poids spécifique en Europe sont encore assez grands pour imposer à son principal voisin (l'Allemagne) la nécessité de passer avec elle les compromis nécessaires à la mise en œuvre du Programme commun de gouvernement. Il suffit pour cela que la Gauche bénéficie, en France même, d'un puissant soutien populaire.

Le risque existe cependant que les pressions financières, commerciales, politiques ou diplomatiques que la Sainte-Alliance du capital ne manquera pas d'exercer pour empêcher l'application du Programme commun empruntent un camouflage européen.

A cet égard, l'élection du Parlement européen au suffrage universel ne constituait pas seulement une manœuvre politique intérieure de Giscard d'Es-

taing pour diviser la Gauche. Elle visait aussi à fournir à la Droite une ligne de repli au niveau de l'Europe pour contenir la montée des forces populaires dans les pays riverains de la Méditerranée.

Si nous n'y prenons pas garde, elle permettrait d'instituer une police pseudo-démocratique au service de l'ordre établi. Il s'agit pour la Droite d'obtenir la caution du suffrage universel pour toutes les "recommandations" que ne manqueront pas de faire demain à la France, comme ils l'ont déjà fait hier au Portugal, à l'Italie et à l'Espagne, les pays riches de l'Europe du Nord et, à travers eux, les Etats-Unis.

C'est la raison pour laquelle le Parti socialiste doit lier la mise en œuvre de l'élection du Parlement européen au suffrage universel qui est prévue pour 1978, au cas où elle serait adoptée par le Parlement français cette année, à la stricte limitation des pouvoirs de cette assemblée à leur niveau actuel. Le débat du Parlement doit être l'occasion d'obtenir les garanties nécessaires nationales et internationales, pour la Gauche ...

Ainsi donc l'élection de l'assemblée des communautés européennes au suffrage universel ne saurait être dissociée de la réorientation d'ensemble de la construction européenne, consécutive à l'arrivée éventuelle de la Gauche au gouvernement et expressément prévue par le texte du Programme commun lui-même.

Il ne s'agit pas là d'une question de principe que l'on pourrait considérer comme tranchée d'avance - soit, comme ce fut longtemps le cas du P.C.F., pour refuser ce principe quoi qu'il advienne, soit comme le voudraient certains socialistes, pour le mettre en œuvre quelles que soient les circonstances. Les socialistes qui ont affirmé au congrès extraordinaire de Bagnolet à la fois leur attachement au principe de l'extension du suffrage universel aux institutions européennes dans les conditions prévues par le Traité de Rome et leur refus de laisser restreindre la liberté d'action nécessaire au gouvernement de la Gauche, pour appliquer le Programme commun se réjouissent de constater une évolution du Parti communiste qui devrait permettre à la Gauche unie de déjouer la manœuvre du pouvoir : diviser la Gauche aujourd'hui et donner demain, à une Europe qui n'est en rien celle des travailleurs, des moyens de pression accrus sur la France du Programme commun.

Pout toutes les raisons précédemment énumérées et parce qu'on ne peut pas séparer la politique intérieure et la diplomatie, la sauvegarde de l'indépendance nationale constituera la pierre de



touche de la politique étrangère de la Gauche unie. **L'indépendance nationale n'est rien d'autre, en effet, que la liberté pour notre peuple de suivre la voie qu'il aura librement choisie.**

La France ne peut ni ne doit se replier sur elle-même, mais pas davantage elle ne doit s'en remettre à d'autres du soin de conduire son destin. Ce serait inévitablement, dans l'environnement capitaliste dominant actuel, finir par acquiescer dans l'ordre interne à la collaboration de classes. Ceci est vrai pour l'économie mais également pour la diplomatie.

Elle refusera donc toute orientation de la politique de défense qui ne serait pas au seul service de l'indépendance nationale, mais viserait à faire dépendre la France d'un mécanisme de décision extérieur et à l'intégrer en fait au bloc militaire atlantique.

B. VERS L'AUTOGESTION

Enumérer les obstacles et les moyens de les surmonter ne suffit pas. La Gauche ne l'emportera :

– Que si elle est capable de créer une puissante dynamique populaire en répondant aux revendications et aux aspirations de tous ceux qui veulent mettre fin à une société inégalitaire, centralisée et bureaucratique ;

– Que si cette dynamique dure dans le temps et s'élargit en ralliant à la construction d'une société socialiste autogestionnaire des travailleurs jusque là réservés à l'égard du socialisme.

L'autogestion ne se fera pas à partir d'"îlots autogérés" ou de coopératives. L'autogestion se développera à partir d'une remise en cause de l'actuelle division du travail et des rapports du pouvoir dans l'entreprise mais elle ne se limite pas à l'entreprise. Le sens de l'autogestion, c'est une transformation progressive mais radicale des rapports entre gouvernants et gouvernés sur le lieu de travail, mais aussi au niveau du quartier, de la commune, du département, de la région et de la nation.

1. Une prise en charge responsable des revendications immédiates

Face à la crise globale actuelle, on assiste à un développement à la fois des revendications traditionnelles sur le lieu de travail, et de revendications nouvelles remettant en question la façon de vivre, de se loger, de se distraire. La Gauche ne créera une dynamique populaire que si elle prend en charge l'ensemble de ces revendications. Mais en même temps, tout ne sera pas possible du jour au lendemain, des priorités et des arbitrages s'imposeront. Ils devront être exposés clairement et discutés démocratiquement. Une démocratie vivante est la condition d'un soutien po-

pulaire sans défaillance au nouveau pouvoir.

Cette synthèse entre les aspirations immédiates, ponctuelles et souvent catégorielles d'une part, et la nécessaire cohérence d'une politique globale d'autre part, implique que notre Parti soit présent sur tous les terrains de lutte contre les phénomènes d'exploitation et d'aliénation qui accompagnent le développement du capitalisme : croissance sauvage, urbanisme concentrationnaire, destruction des équilibres écologiques, dégradation des conditions de travail, crise de la famille et de l'école, marginalisation des jeunes d'un côté et des vieux de l'autre, écrasement des personnalités régionales, etc. Aujourd'hui, un nombre croissant de femmes salariées ou au foyer prennent conscience de leur oppression ; elles mettent en question un système fondé sur l'inégalité des sexes comme sur la division en classes. Les femmes auront ainsi un rôle déterminant dans la construction du socialisme.

Les femmes travailleuses, en particulier, sont en mesure de mener la lutte à la fois contre l'exploitation et contre l'idéologie dominante (inégalité, soumission, obéissance) qui pèsent particulièrement sur elles (cf. annexes).

2. Par le développement d'un contrôle réel

Pendant longtemps encore les travailleurs n'auront pas les moyens de gérer directement eux-mêmes leurs entreprises et la société. Prétendre le contraire aboutirait à développer soit une stratégie gauchiste de débordement, irresponsable, soit une cogestion de fait à travers un discours prétendument autogestionnaire.

Le contrôle n'est pas la gestion. Il ne peut vraiment s'exercer que dans la mesure où les travailleurs pourront débattre et choisir entre des objectifs politiques clairs. Les modalités techniques complexes de la gestion cachent souvent des objectifs déjà décidés ailleurs.

La tâche du Parti et de ses militants sera donc d'aider les travailleurs à faire prendre en compte aux gestionnaires de nouvelles contraintes, de nouvelles finalités. L'élargissement des libertés politiques et syndicales – en particulier dans le secteur public et nationalisé – jouera à cet égard un rôle déterminant.

Le développement du contrôle implique également que la Gauche, au-delà de la nécessaire redistribution des pouvoirs actuellement concentrés dans l'appareil d'Etat, sache tenir compte de l'émergence à la base de nouvelles formes de démocratie traduisant l'aspiration des travailleurs et des citoyens à prendre eux-mêmes en charge les problèmes quotidiens qui les concernent.

3. Dans le cadre des orientations démocratiquement élaborées par le plan

"Changer la vie" n'est pas un slogan : les réformes de structure prévues par le Programme commun doivent ouvrir la voie à une transformation globale de la société qui se traduise par des changements réels dans la vie quotidienne de chacun. Il serait illusoire de croire que cette transformation pourra être menée à son terme en quelques années, mais, dès la première législature, il faut franchir dans cette direction une étape significative.

L'avancée progressive vers un nouveau modèle de développement résultera notamment de l'impulsion donnée aux services collectifs, des nouvelles orientations de la politique du logement, de la maîtrise assurée aux collectivités locales sur l'aménagement du cadre de vie, et, enfin, des moyens donnés aux différents groupes sociaux et culturels, notamment aux régions, pour affirmer leur identité et choisir leur mode de vie.

Elle résultera aussi de l'impulsion donnée par le premier plan à une relance sélective et durable de la production nationale permettant un retour au plein emploi et un rééquilibrage du commerce extérieur. Là encore, des priorités devront être dégagées à partir d'un débat le plus large possible. Aujourd'hui, ces arbitrages se font dans le secret des cabinets ministériels. Demain, le Parti – s'il veut tenir son engagement de "rendre le pouvoir aux citoyens" – devra être capable d'associer les masses populaires, à travers un débat politique décentralisé dans les entreprises, les collectivités locales, les régions, à l'élaboration du plan et au contrôle de son application. **Ce n'est que dans la mesure où les choix retenus par le plan auront été débattus, compris et approuvés de façon massive que l'exécution du plan pourra s'appuyer durablement sur une dynamique de soutien populaire.** C'est même la seule solution pour éviter tout à la fois des débordements incontrôlés ou un désenchantement des masses à l'égard de la Gauche.

Revendications immédiates, contrôle populaire et planification démocratique ne sont pas séparables mais forment un tout.

De leur prise en charge conjointe dépend que l'application du Programme commun ouvre effectivement la voie au socialisme autogestionnaire.

Trois priorités

En précisant dès maintenant ses positions, notre Parti créera les meilleures conditions pour que le Programme



commun puisse effectivement être appliqué :

– **Vis-à-vis du Parti** qu'il convient d'unir et de dynamiser sur une base politique, dans la claire conscience des tâches qui l'attendent ;

– **Vis-à-vis de nos partenaires de l'Union de la Gauche** et en particulier du **Parti communiste**, qu'il s'agit d'associer à l'entreprise de l'Union de la Gauche sans lui laisser la possibilité de la rompre à son avantage. Ainsi aurons-nous les meilleures chances d'éviter aux moments décisifs une cassure qui serait la chance de la Droite ;

– **Vis-à-vis de notre peuple**, enfin, qu'il convient de traiter en peuple majeur et de rassembler sur des bases claires, en exposant franchement aux citoyens non seulement notre programme mais les difficultés prévisibles et les solutions que la Gauche propose. Ainsi la victoire électorale de la Gauche ne sera pas une victoire sans lendemains. Ainsi nous ferons progresser ensemble la démocratie et le socialisme.

Pour appliquer le Programme commun et ouvrir en France la voie au socialisme, il faut donc un Parti socialiste cohérent, une Union de la Gauche solide et une puissante dynamique populaire.

1. Un Parti socialiste cohérent

Ce serait une erreur fatale de croire qu'on puisse avancer vers le socialisme sans un parti et même sans un parti démocratique, ou d'imaginer **que le rôle du Parti en tant que tel cesse dès lors qu'il exerce des responsabilités gouvernementales.**

Si, depuis 1974, le Parti socialiste est devenu sur le plan électoral le premier parti de France, il est loin de l'être sur le plan militant. Or, nous devons être capables de remédier à cette situation dans la période même où le Parti exercera une responsabilité essentielle dans l'action gouvernementale. En effet, pour avancer vers le socialisme, l'action gouvernementale et la dynamique populaire ne devront pas s'opposer (ce serait la chance de la Droite) mais s'exercer de manière étroitement complémentaire. Il n'y a qu'un outil pour assurer la cohésion du mouvement d'en haut et du mouvement d'en bas : c'est un Parti pleinement responsable, ramifié et présent sur tous les terrains.

Face à la Droite, notre force principale vient de notre organisation. À côté du Parti communiste, puissamment structuré et implanté dans les masses, le Parti socialiste ne peut jouer pleinement son rôle que s'il parvient par le rayonnement de sa politique et le caractère démocratique de son organisation à attirer des centaines de milliers de militants nouveaux dans son sein.

Le Parti socialiste, en effet, a le rare mérite d'offrir à ses militants au nom de ces principes d'organisation mêmes, des structures démocratiques de décision et de responsabilité. Nous devons faire vivre plus pleinement la démocratie du Parti dans le respect scrupuleux des statuts, qui sont le fondement de la vie en commun, pour mobiliser les dévouements mais aussi l'intelligence et le sens des responsabilités de tous les militants.

Ce congrès est probablement la dernière occasion pour façonner un parti dynamique et cohérent à la fois. En effet, la cohésion du Parti mais aussi sa réalité militante, seront dans toute cette période un enjeu décisif. Pour nous, **la cohésion du Parti et sa démocratie intérieure sont un seul et même problème** : on ne peut renforcer l'une qu'en s'appuyant sur l'autre.

Nous ne défendons pas seulement la démocratie intérieure du Parti socialiste pour des raisons d'efficacité à court terme. Le fonctionnement démocratique du Parti aujourd'hui est le gage pour demain d'un socialisme véritable, qui ne soit pas dévoyé et récupéré par les couches indécises qui constituent justement aujourd'hui l'enjeu principal du combat entre la Droite et la Gauche.

La démocratie est un impératif particulièrement nécessaire à la veille d'une bataille électorale décisive, et plus encore dans l'hypothèse où le Parti serait appelé à exercer des responsabilités gouvernementales. **Il faudra éviter aussi bien la situation où le gouvernement chercherait à se subordonner le Parti par tous les moyens que la situation inverse, où les initiatives désordonnées du Parti pourraient compromettre le succès de la politique appliquée par le gouvernement.**

C'est le développement de la démocratie qui est la garantie du succès. À cet égard, il convient de rappeler que c'est le Parti qui est seul détenteur d'un projet historique dont l'action gouvernementale est l'instrument. C'est pourquoi la liberté intérieure du Parti, qui vivra plus longtemps que tout gouvernement, doit être en toutes circonstances garantie.

Pour rendre complémentaire l'action du gouvernement et celle du Parti, il n'y a pas de recette toute faite : la solution d'un problème aussi difficile ne saurait être que politique. Elle implique à tous les échelons un haut niveau de conscience et de responsabilité.

Un débat sérieux doit donc s'engager à ce congrès sur les problèmes devant lesquels nous nous trouverons inévitablement placés demain. Liberté intérieure sans entrave et discipline totale dans l'action sont les règles auxquelles

un véritable Parti socialiste doit être capable de se soumettre.

C'est donc pour des raisons de fond, qui tiennent à la conception que nous nous faisons du Parti, **que nous rechercherons à ce congrès un accord politique entre l'ensemble des courants dans lesquels se reconnaissent les militants du Parti depuis le congrès d'Épinay.** C'est sur la base d'une telle synthèse, qui devrait contribuer à renforcer à la fois le rayonnement et la cohésion du Parti, que peuvent être recherchés en commun les moyens d'améliorer son fonctionnement.

Dans l'organisation du Parti lui-même, il convient de mettre à profit le temps qui nous sépare encore des échéances pour mettre en place le dispositif lui permettant de mieux remplir les tâches qui lui incombent. C'est le cas notamment en ce qui concerne la formation qui doit recevoir une priorité réelle et ne pas se limiter à toucher 0,3 % des adhérents du Parti. Le Parti a plus que jamais besoin d'un secteur formation, articulé aux niveaux national et fédéral, représentatif du Parti tout entier, répondant aux nécessités d'une action cohérente et dotée des moyens correspondant à l'importance de sa mission. Mais il est également urgent de renforcer des secteurs d'intervention actifs et pleinement responsables.

– **Un secteur "lutte des femmes"** qui permettra au Parti de saisir cet immense potentiel de changement (cf. annexe "Lutte des femmes").

– **Un secteur "agriculture"** pour lequel les militants paysans pourront faire prendre en charge par le Parti le combat qu'ils mènent contre une politique qui élimine la majorité d'entre eux et entraîne la désertification de régions entières.

– **Des secteurs (environnement et cadre de vie, régions)** qui touchent des sensibilités diverses passant aujourd'hui du stade purement associatif à une dimension directement politique et électorale. Le Parti doit prendre en compte leurs légitimes aspirations en les replaçant dans la perspective globale de la prise du pouvoir (cf. annexe "Régions").

– **Enfin, et surtout, le secteur "entreprises"** auquel il convient d'accorder effectivement la priorité. Sinon, le Parti sera incapable d'impulser le "contrôle des travailleurs" (voir l'annexe à la motion "le Contrôle des travailleurs et le P.S.") auquel nos textes font si justement référence et ce seront nos partenaires (ou nos adversaires) qui agiront à notre place.

C'est pourquoi, **il ne suffit pas de créer des groupes socialistes d'entreprise, il faut multiplier les sections**



d'entreprise qui entraînent la forme la plus complète de militantisme sur le lieu de travail et qui seules permettent aux travailleurs d'accéder effectivement aux responsabilités. Leur développement, avec la venue possible et prochaine de la Gauche au gouvernement, est rendu plus nécessaire encore, notamment dans les entreprises à nationaliser, mais plus généralement pour assurer la présence du Parti sur les lieux de travail.

— Une attention particulière devra être portée aux problèmes de la **jeunesse et des étudiants**, aujourd'hui peu pris en charge par le Parti.

La jeunesse et le mouvement étudiant ont souvent joué un rôle important dans les mouvements sociaux et politiques depuis cinquante ans. Leur importance sera grande, dans la France du Programme commun.

Les aspirations profondes et spécifiques de la jeunesse comme son inquiétude devant l'avenir, le chômage, la déqualification du travail, les problèmes de l'écologie, de la sexualité, de la famille, de l'école, doivent être prises en charge par deux organisations spécifiques, le M.J.S. et les E.S. qui regroupent les adhérents et sympathisants du Parti de ces milieux.

Si le Parti doit pouvoir y contrôler l'application de sa ligne politique, ces organisations doivent être nécessairement démocratiques **et donc élire librement leurs responsables**. Les statuts actuels le permettent et il suffit de les appliquer loyalement.

Le soutien au développement actuel des **Etudiants socialistes**, l'implantation prioritaire du **Mouvement de la jeunesse socialiste**, pour en faire deux organisations capables de défendre la ligne du Parti aujourd'hui et celle du gouvernement d'Union de la Gauche demain, est indispensable pour éviter que demain le mouvement étudiant et la jeunesse ne se séparent de nous et pour qu'ils soient au contraire partie prenante du combat de la Gauche.

Un dernier point doit être précisé : c'est au lendemain des municipales et à la veille de nouveaux progrès de l'implantation électorale du Parti, tout ce qui concerne les rapports entre le Parti et ceux de ses militants qu'il a délégués à des responsabilités électives. Il convient de rappeler le principe **du contrôle des élus** par les sections et les fédérations et d'engager un effort réel pour limiter à un niveau raisonnable le cumul excessif ou trop prolongé des mandats électifs.

Il convient aussi de s'assurer que partout, dans les fédérations et les sections, les règles normales de fonctionnement du Parti et les principes sur lesquels repose sa démocratie interne

— réelle circulation des informations, véritables discussions, application loyale des décisions élaborées en commun, réunions régulières des organes statutaires — sont effectivement respectés.

La démocratie interne implique également que la masse des militants ne soit pas tenue à l'écart de la définition des positions du Parti. **Que 107 centres de réflexion aient été mis en place est certes un signe de vitalité. Mais on ne saurait admettre que des techniciens sans mandat se substituent aux organismes élus et que les militants prennent connaissance des décisions dans la presse.** Il est temps d'affirmer avec force que les seuls centres de réflexion et de décision habilités à élaborer la politique du Parti sont ceux que désignent les statuts, c'est-à-dire l'ensemble des militants, des sections et des instances qu'ils ont démocratiquement élus.

Le Parti choisira prochainement ses candidats aux élections législatives. Il est nécessaire que les règles statutaires qui régissent cet acte très important de la vie du Parti soient très scrupuleusement appliquées. Il serait bon, en particulier, que la liste des circonscriptions dans lesquelles la direction du Parti s'est réservé le droit de désigner des candidatures féminines de son choix soit déterminée par une décision du congrès lui-même. Par ailleurs, il apparaît souhaitable que soit revu le problème posé par l'existence de l'U.G.S.D. Le Parti doit être soucieux d'assurer la présence de ses propres candidats dans le plus grand nombre possible de circonscriptions. Il convient de favoriser l'expression autonome du Mouvement des Radicaux de Gauche au sein de l'Union qui doit reposer nécessairement sur des partenaires égaux en droits et en devoirs.

2. Une Union de la Gauche solide

Après une période relativement euphorique (jusqu'en 1974), l'Union de la Gauche a connu des tensions internes, sans que sa dynamique électorale cesse pour autant de s'affirmer. Au fur et à mesure qu'approche l'échéance du pouvoir, les deux grands partis de la Gauche sont exposés à plusieurs tentations.

Le P.C.F. se trouve aujourd'hui à un moment de son évolution où il ne lui est désormais plus possible de prendre la société soviétique pour système de référence, mais où il demeure néanmoins incapable de forger lui-même celui qui pourrait le remplacer. Ainsi s'explique sans doute que le Parti communiste cède parfois trop facilement au penchant de toute organisation à se prendre soi-même pour sa propre fin. Ce penchant, on le

sait, pourrait le conduire dans deux impasses opposées.

La première serait, afin de renforcer aujourd'hui son audience, demain sa capacité de négociation, **d'attaquer injustement le Parti socialiste**, de poser les problèmes en termes purement revendicatifs sans prendre en compte les impératifs de l'action gouvernementale qu'il faudra mener ensemble.

La seconde, c'est au contraire l'enlèvement dans une respectabilité gestionnaire fraîchement acquise.

Les mêmes tentations, mais à vrai dire surtout la seconde, guettent le Parti socialiste. Celle-ci prend une forme particulièrement dangereuse lorsqu'elle vise à transformer le P.C.F. en simple réservoir de voix et à refuser, en raison d'un contexte intérieur et extérieur hostile, de l'associer réellement à l'action commune. Ainsi certains peuvent-ils être tentés de croire que le Parti socialiste pourrait se suffire à lui-même et prendre le relais de l'Union de la Gauche, objectivement ravalée au simple rang d'une tactique rendue temporairement nécessaire par l'épuisement de l'ancien Parti socialiste et pour la reconstruction du nouveau.

Cette tentation méconnaît à la fois la réalité historique du mouvement ouvrier en France, dont la division s'enracine dans un passé lointain mais aussi dans le tissu de la société actuelle et la profondeur de la crise à laquelle il n'est pas possible de remédier, sinon par une transformation fondamentale des structures sociales, donc par une action unie et cohérente des forces de la Gauche. **Les électeurs aussi bien votent de plus en plus pour l'Union** : s'ils doivent choisir ils votent pour celui des partis qui paraît être le meilleur au service de l'Union. C'est donc cette démonstration que le Parti socialiste doit continuer de faire. C'est en manifestant concrètement qu'il est le meilleur pour l'Union qu'il affirmera le plus nettement sa place de premier parti de France. Toute rupture de l'Union serait en effet ruineuse pour celui des partenaires auquel l'opinion l'imputerait, et cela est vrai des communistes comme de nous-mêmes.

D'un parti à l'autre, ces tentations se renforcent et se légitiment mutuellement. Pour dépasser définitivement les vieux penchants sociaux-démocrates et stalinien hérités de la guerre froide et de la "troisième force", **le P.S. a un rôle moteur à jouer dans l'Union de la Gauche.**

Sans cesser de maintenir le rapport de force qui permet le dialogue avec le P.C., il doit s'attacher à faciliter son évolution, en rupture avec les schémas du passé. C'est en approfondissant sa propre identité que le P.S. créera au



contraire les conditions d'une Union de la Gauche plus solide, capable d'ouvrir effectivement la voie au socialisme.

Si l'Union de la Gauche constitue pour le P.S. l'axe de sa stratégie, nous ne saurions pour autant souscrire à la conception du P.C. suivant laquelle l'hégémonie de la classe ouvrière s'identifierait à la sienne propre. **La vocation historique du Parti socialiste s'affirme dans et par l'Union de la Gauche qui constitue le moyen de remédier à un demi-siècle d'impuissance du mouvement ouvrier.**

Il affirme son identité dans le projet du socialisme autogestionnaire qui constitue en même temps un moyen de faire avancer le Parti communiste sur la voie d'une redéfinition de ses anciennes positions stalinienne mais ne saurait servir en aucun cas de masque à un anticommunisme de principe, ou, plus banalement, à des appétits électoralistes.

Pour élever le niveau de conscience politique des masses pendant qu'il en est temps, l'Union de la Gauche ne doit pas régresser du stade programmatique atteint en 1972 au stade antérieur, purement électoral.

C'est la raison pour laquelle nous pensions depuis longtemps qu'il fallait compléter et actualiser le Programme commun pour le rendre pleinement opératoire.

Le fait que cette idée, pendant la dernière période, ait été acceptée par tous, est hautement positif. En effet, le moment est venu, à un an des prochaines élections législatives, de faire avancer l'union sur les politiques concrètes qu'il faudra engager sans tarder pour faire face à la crise, dans une conjoncture dès maintenant prévisible : sur l'extension, le bon usage et la gestion des nationalisations, l'indemnisation des actionnaires, le contrôle des travailleurs et l'autogestion, le retour au plein emploi, le rééquilibrage de notre commerce extérieur, la politique européenne et la défense. Sur tous ces points, nous avons dit dans quel sens devait être tenté l'effort d'actualisation du Programme commun, à la lumière de nos conceptions socialistes (cf. "Forcer les verrous").

Cette négociation doit être menée sous le contrôle de l'opinion publique et ses résultats soumis au Parti à l'occasion d'un congrès extraordinaire qui devrait être également saisi du texte de la plate-forme électorale commune des partis socialistes et sociaux-démocrates de l'Europe des 9, de façon à s'assurer qu'il n'existe aucune contradiction entre ces deux documents.

3. Une puissante dynamique populaire

A partir d'un Parti socialiste dynamique et cohérent, d'une Union de la Gauche renforcée, il sera possible de créer une dynamique de rassemblement.

Le but de l'Union de la Gauche n'est pas de couper la France en deux mais d'entraîner l'immense majorité de notre peuple à changer sa vie. On ne doit donc pas opposer la nécessité d'approfondir l'Union de la Gauche et celle de son élargissement.

Le désagrégation du bloc au pouvoir de la bourgeoisie et la mobilisation populaire sont un seul et même mouvement. L'approfondissement de l'Union de la Gauche et le rassemblement d'une vaste majorité ne sont pas contradictoires, mais au contraire étroitement complémentaires.

Or, nous constatons aujourd'hui que si l'Union de la Gauche et la perspective de sa victoire ont conquis la majorité des citoyens, elles ne mobilisent pas suffisamment l'espérance populaire. 45 % des Français, paraît-il, n'attendent pas de changement décisif dans leurs conditions d'existence. **Chez les jeunes, une fraction importante se tourne vers l'extrême-gauche ou l'écologie**, exprimant ainsi une sensibilité critique vis-à-vis de la politique traditionnelle. Nous devons les convaincre de la justesse de nos analyses et de la sincérité de notre volonté de rupture avec la société capitaliste actuelle. Moins que jamais nous ne devons mettre sous le boisseau notre volonté de "changer la vie". **Ce serait une grave erreur de vouloir édulcorer notre programme pour rassurer.** Si l'on veut dissiper les appréhensions, il faut au contraire renforcer sa cohérence, mettre en valeur sa portée de transformation et gagner à sa cause de nouveaux soutiens.

Comment créer cette dynamique populaire ?

D'abord en menant une offensive idéologique vigoureuse mais aussi en donnant un contenu concret à nos propositions et en manifestant une capacité d'écoute et de dialogue sans secta-

risme avec les différentes sensibilités et les différentes catégories sociales qui font la réalité de notre peuple.

C'est dès aujourd'hui, et notamment à travers les luttes économiques et sociales, que cette dynamique se prépare et doit être prise en charge par notre Parti.

Pour accomplir cette tâche historique d'ouvrir la voie, en France, au socialisme, tous les militants doivent mesurer dès maintenant leur responsabilité : **si la tâche du Parti est d'assurer la cohésion de l'action gouvernementale et du mouvement populaire, il importe que chaque militant se considère dès maintenant comme un responsable pour expliquer devant les masses l'action du Parti dès lors qu'il aura été effectivement associé à son élaboration.**

Le réalisme, ce n'est pas de composer d'avance avec l'adversaire pour jeter les bases d'une social-démocratie à la française dont le rôle historique serait de gérer la crise pour le compte du capitalisme international.

Le réalisme, ce n'est pas non plus de dire n'importe quoi sans avoir mesuré les obstacles réels : la déception serait d'autant plus brutale et la déconfiture plus irrémédiable.

Le réalisme consiste à comprendre la réalité, à l'expliquer, à agir avec et dans les masses, à lutter pied à pied **contre les facilités de l'électoratisme, contre les illusions de l'économisme, contre les pièges jumeaux du libéralisme économique et de l'atlantisme.**

Etre vraiment socialiste aujourd'hui, c'est affirmer sereinement le sens de notre engagement : pour l'autogestion, pour l'indépendance nationale, pour un nouvel internationalisme, contre l'impérialisme, contre toutes les formes de ralliement à l'idéologie dominante qui dénaturent le sens et émoussent le tranchant de notre combat.

Etre vraiment socialiste aujourd'hui, c'est réunir les moyens de la victoire, élever et unir le Parti dans la claire conscience de ses tâches, relancer et approfondir l'Union de la Gauche, rassembler notre peuple autour d'elle.

Le Poing et la Rose

Directeur politique :
Pierre Mauroy

Rédacteur en chef :
Marie-Jo Pontillon

Administration :
Société Editrice -
S.a.r.l. "Le Poing et la Rose"
12, cité Malesherbes,
75009 Paris

N° C.P.P. 53 321

Comité de rédaction :

Collaboration permanente des **secrétaires nationaux** et de
Jean-Michel Baqué,
Patrice Corbin, Charles Hernu,
J.-F. Huchet, Serge Lustac,
Daniel Mitrani, Marc Véron,
Gérard Delfau, Paule Dufour,
Jean Rey.

Imprimerie coopérative
L'Emancipatrice
3, rue de Pondichéry,
75015 Paris

LISTE DES CANDIDATS AU COMITÉ DIRECTEUR AU TITRE DE LA MOTION II

1. Jean-Pierre CHEVÈNEMENT (Territoire-de-Belfort);
2. Didier MOTCHANE (Paris); 3. Georges SARRE (Paris);
4. Pierre GUIDONI (Paris); 5. Michel CHARZAT (Paris);
6. Edwige AVISSE (Paris); 7. Michel COFFINEAU (Val-d'Oise);
8. André GARNIER (Loire); 9. Paule DUPORT (Isère);
10. Christian PIERRE (Val-de-Marne); 11. Jacques FOURNIER (Hauts-de-Seine);
12. Jean-Louis DIEUX (Var); 13. Georges MINGOTAUD (Paris);
14. Jean-Marie ALEXANDRE (Pas-de-Calais); 15. Jean BESSE (Calvados);
16. Alain CACHEUX (Nord); 17. Hélène MIGNON (Haute-Garonne);
18. Claude TRUCHOT (Bas-Rhin); 19. Jean-Claude BLANC (Drôme);
20. Pierre CARASSUS (Seine-et-Marne); 21. Anne CUBLIER (Paris);
22. Michel JAUREY (Val-d'Oise); 23. Jacques GUYARD (Essonne);
24. Yves DURRIEU (Hauts-de-Seine); 25. Jean-Pierre LEROY 4 26. Régis BARAILLA (Aude);
27. Jean NATTIEZ (Loire-Atlantique); 28. Gilbert ANTONIN (Haute-Savoie);
29. Bosco RIBAR (Oise); 30. Bernard WEMAERE (Haut-Rhin);
31. Gisèle CHARZAT (Paris); 32. Jean-Louis CHARTIER (Val-de-Marne);
33. Annette CHEPY (Marne); 34. Michel SUCHOT (Dordogne);
35. Paul GUERRIN (Alpes-Maritimes); 36. Daniel BEDOS (Hérault);
37. Michel SEELIG (Moselle); 38. Raymond RIQUIER (Charente-Maritime);
39. Louis LE GUÉRIN (Morbihan); 40. Gérard VINCENT (Haute-Vienne);
41. Maria NAVAS (Seine-Saint-Denis); 42. Renée POUGET (Paris);
- Jean-Marie LEBARON (Hauts-de-Seine); 44. Daniel GROS-COLAS (Meurthe-et-Moselle);
45. Lucien CHAUDAGNE (Puy-de-Dôme); 46. Jean TRUC (Saône-et-Loire);
47. Vincent GARCIA (Haute-Saône); 48. Gérard DESSEIGNE (Yvelines);
49. Jacques CAPDEVIELLE (Paris); 50. Gilberte DUMONT (Ain);
51. Chantal PIERRET (Paris); 52. Pierre DEBERSIN (Pas-de-Calais);
53. Alain DEILLE (Rhône); 54. Jean ROUS (Paris);
55. Michel VIGNAL (Aisne); 56. Jean-Jacques BENETIÈRE (Loire);
57. Raymond FORNI (Territoire-de-Belfort); 58. Françoise SIARD (Seine-Maritime);
59. Michel SORIN (Mayenne); 60. Bernard FAIVRE (Pyrénées-Orientales);
61. Jacques ALBESA (Pyrénées-Atlantiques); 62. Pierre CIOSI (Loiret);
63. Paul CARLAT (Indre-et-Loire); 64. Annie LECOSTEY (Manche);
65. Daniel SALE (Maine-et-Loire); 66. Roland CARRAZ (Côte-d'Or);
67. Kléber HAYE (Gironde); 68. Christian LEFEBVRE (Pas-de-Calais);
69. Jean-Paul MALPLATE (Var); 70. Antoine LOVICONI (Val-d'Oise);
71. Patrick WEIL (Paris); 72. Marc LAGARDE (Cantal);
73. Bernard CONSTANTIN (Paris); 74. Jean-Marie PERNOT (Val-de-Marne);
75. Georges COLIN (Marne); 76. Michel CASTEL (Tarn);
77. Pierre ABEL (Vaucluse); 78. Serge ALEXANDRE (Meurthe-et-Moselle);
79. Marcelle REMERAND (Indre-et-Loire); 80. Cyrille FREITAS (Lot-et-Garonne);
81. Maurice BLANC (Haute-Savoie);
82. Elisabeth BEAU (Bouches-du-Rhône);
83. Pierre ANTONMATTEI (Hauts-de-Seine);
84. Jean-Louis VIGNEAUX (Ariège); 85. Paul NATAF (Val-d'Oise);
86. Yvan CALVET (Aube); 87. Marie-Jeanne LAFONT (Val-d'Oise);
88. Jacques ROUILLON (Charente-Maritime); 89. Cécile GOLDET (Paris);
90. Guy GAUJACQ (Landes); 91. Michel RENAUD (Doubs);
92. Roger GOSSELIN (Drôme); 93. François MORTELETTE (Loir-et-Cher);
94. Alain TRACA (Paris); 95. Michel LE CREFF (Eure);
96. Marie-France RICHARD (Ardennes); 97. Jean-Marie PÉLISSIER (Haute-Marne);
98. Bernard MILORD (Gers); 99. Daniel DUPERRON (Cher);
100. Francis BORIE (Paris); 101. André RAVAILLEAU (Finistère);
102. Jean-Paul ROUSSEAU (Yonne); 103. Betty HARANG (Meurthe-et-Moselle);
104. Bernard TEPER (Val-de-Marne); 105. Jean-Jacques SANVERT (Seine-Saint-Denis);
106. Christian PROUST (Territoire de Belfort); 107. Francis DALIGAULT (Sarthe);
108. Dominique MARTI (Indre); 109. Claude BEUZELIN (Paris);
110. Marcel MOREAU (Saône-et-Loire); 111. Robert ALSINA (Pyrénées-Orientales);
112. Nicole RAOULT (Paris); 113. Martin DE MIJOLA (Yvelines);
114. François JANAUD (Corrèze); 115. Arnaud DOLLE (Finistère);
116. André COGNARD (Eure-et-Loire); 117. François AUTAIN (Loire-Atlantique);
118. André LEJEUNE (Creuse); 119. François DELAHAIS (Isère);
120. Marcel GUINDON (Bouches-du-Rhône); 121. Dominique ROUSSEAU (Vienne);
122. Hélène ANNINO (Charente); 123. Daniel COURBOU (Tarn);
124. François FERRIEUX (Oise); 125. Alain PORTEBLED (Somme);
126. Hubert ROY (Allier); 127. François CHAZOT (Haute-Loire);
128. André FABRE (Rhône); 129. Jacky AUBERT (Nièvre);
130. Jeannette LEBEAU (Loire-Atlantique); 131. Marie-Dominique de SUREMAIN (Paris);
132. Joël GÉMO (Hautes-Alpes); 133. Geneviève CHABANON (Loire);
134. Mireille PERCHE (Paris); 135. Roland BEVILLARD (Haute-Savoie);
136. Yves CRESPEL (Côtes-du-Nord); 137. André RAUSCHER (Ardèche);
138. Michel BEAU (Paris); 139. Michel FAURE (Lot);
140. Hélène MARZORATTI (Sarthe); 141. André BERDA (Vendée);
142. Thérèse TOURE (Paris); 143. Jean-Pierre WELTERLIN (Paris);
144. Dominique CABRERA (Loiret); 145. Jean-Michel GARRAULT (Deux-Sèvres);
146. Colette KAHN (Paris); 147. Jean VALROFF (Vosges);
148. Anne LABORDE (Pyrénées-Atlantiques); 149. Jean-Michel ROSENFELD (Val-de-Marne);
150. Laure AFCHAIN (Val-d'Oise); 151. Jean GAUBERT (Côtes-du-Nord);
152. Jean BÉSSON (Drôme); 153. Michel CHARUAU (Côte-d'Or);
154. Yves LECOIN (Cher); 155. Victor MAGNIN (Haute-Saône);
156. Michel GUYOT (Vosges); 157. Pierre HAMELIN (Seine-Maritime).

COMMISSION DES CONFLITS de la Motion II

1. Georges SAUBESTRE (Tarn-et-Garonne);
2. André LE CHEVALLIER (Deux-Sèvres);
3. Jean BROCAS (Paris);
4. Charlotte RUSTAN (Puy-de-Dôme);
5. Thierry BONDOUX (Paris);
6. Antoine LÉONETTI (Alpes-Maritimes);
7. Mikel ECHEVARRIA (Var);
8. Micheline WERTHEIMER (Haute-Savoie);
9. Yves LEDIASCORN (Oise);
10. Christian MASSINON (Val-de-Marne);
11. Victor GISQUET (Meurthe-et-Moselle);
12. Raymond GRESSIN (Gard);
13. Jean-Pierre COSSIN (Somme);

COMMISSION DE CONTROLE de la Motion II

1. Louis MOULINET (Paris);
2. Jean-Paul ESCANDE (Paris);
3. Paul LORIDAN (Essonne);
4. Jérôme CLÉMENT (Paris);
5. Ghislaine TOUTAIN (Paris);
6. Patrick BADOUEL (Morbihan);
7. Marie-Jo SUSLET (Rhône);
8. Richard FERAY (Alpes-Maritimes);
9. Aimé BERMOND (Nièvre);
10. Michel TABANOU (Val-de-Marne);
11. Jacques WATTIEZ (Aisne);
12. Gérard DEBOUVERIE (Nord);
13. Michel FROMET (Loir-et-Cher).

ANNEXE I A LA MOTION II

Ce que l'on appelle aujourd'hui la construction européenne trouve son origine à l'époque de la guerre froide : il s'agit alors, et ce simultanément de réintégrer l'Allemagne de l'Ouest par l'intermédiaire de l'"Europe" dans la communauté internationale du "monde libre", de coordonner la reconstruction des pays de l'Europe occidentale tombés en même temps sous la dépendance économique des Etats-Unis et sous la menace militaire de Staline et, plus généralement de créer en Europe des points d'appui institutionnels transnationaux mieux adaptés que des pouvoirs étatiques aux dimensions nouvelles de l'économie, à l'internationalisation accélérée de la production capitaliste qui se dessinait alors.

Certains thèmes importants pour la Gauche n'étaient pas absents des sous-bassements idéologiques de la construction européenne : notamment la volonté de dépasser les nationalismes en créant en Europe les instruments d'une coopération internationale, le souci de contrôler dans une certaine mesure la concurrence sur le marché européen pour y sauvegarder des équilibres régionaux et y préserver les intérêts des travailleurs. Mais s'ils sont parvenus ici ou là à colorer très légèrement le paysage chatoyant de l'idéologie européenne, ce sont les idées forces de la Droite qui ont toujours et de plus en plus nettement donné le ton : l'anticommunisme, une volonté libre-échangiste à peine voilée par quelques velléités dirigistes, un choix sans remords en faveur du modèle capitaliste.

Il ne pouvait en aller autrement à partir du moment où l'esprit européen était né – avec toutes les nuances qui vont de la résignation à l'enthousiasme – d'un double acquiescement à la division du mouvement ouvrier international et au partage du monde instauré à Yalta et que cet esprit avait trouvé sa base politique dans le premier en date des compromis historiques européens : l'alliance de la social-démocratie et de la démocratie chrétienne. La construction européenne n'a cessé de reposer, à travers toutes les vicissitudes de son histoire, sur une configuration politique constante, quelles qu'en aient pu être les modulations : celles de la troisième force. On comprend dans ces conditions que l'horizon européen se confonde aisément avec la ligne de retraite internationale des adversaires français de l'Union de la Gauche et que l'optimisme de certains de nos camarades qui considèrent que l'héritage actuel de la construction européenne peut fournir un point d'appui à notre stratégie de rupture avec le capitalisme laisse sceptique. Depuis la signature du

traité de Rome, la construction européenne a suivi une logique exclusivement capitaliste dont on connaît à la fois le ressort et l'effet : parce que le mouvement d'accumulation et d'internationalisation du capital a dépassé en quelque sorte la dimension européenne sans s'y arrêter, l'Europe n'existe dans le capitalisme que comme un objet de discours et un terrain de parcours de celui-ci : incapable de développer d'autres politiques communes qu'une politique agricole d'ailleurs de plus en plus menacée, réduite en fait à n'être qu'un jeu de libre-échange, qu'un tarif extérieur à demi démantelé abrité à peine, la communauté économique européenne offre un champ libre à l'accumulation capitaliste, au jeu des multinationales. C'est une pièce du système mondial du capitalisme dont le pôle est l'impérialisme américain et la République fédérale allemande de plus en plus souvent le relais en Europe. Les pays de la Communauté n'ont cessé de démontrer – notamment dans les domaines de la monnaie et de l'énergie – leur incapacité à s'unir en face, ou même à côté des Etats-Unis.

Comment réagir devant cette situation ? Certains continuent d'estimer, aujourd'hui comme hier, qu'il s'agit plus que jamais de poursuivre la construction de l'Europe au point où celle-ci en est restée, en renforçant ses institutions. N'est-il pas indispensable, et urgent, disent-ils de construire en face de la puissance économique démesurée des multinationales un pouvoir politique capable de les contrôler qui serait en Europe un pouvoir européen. Sans doute, mais il s'agit de savoir comment.

Notre Parti a déjà eu l'occasion de rappeler, lors de son congrès extraordinaire de Bagnolet que les institutions politiques ne doivent pas être considérées comme des abstractions juridiques mais comme le produit des forces sociales dominantes, et comme l'instrument de celles-ci. Ainsi faut-il savoir qu'appeler de ses vœux, dans les circonstances actuelles, un pouvoir européen en Europe, au moment où les forces réactionnaires sont sur le point de perdre le pouvoir en France mais gardent la suprématie dans le reste de l'Europe, c'est faire le jeu des adversaires du socialisme. Il est vrai qu'une institution peut être retournée, comme n'importe quelle arme, contre l'adversaire de classe : mais il faut pour ce faire être en mesure d'en saisir le manche. C'est en démocratisant l'Europe que l'on pourra vraiment démocratiser ses institutions, beaucoup plus que l'inverse.

Sans doute convient-il d'apprécier une situation en dynamique, et ne pas né-

gliger la possibilité de convertir à un meilleur usage la construction européenne (1). Mais ce n'est pas par une fuite en avant institutionnelle qu'on y parviendra. C'est pourquoi notre Parti a écarté d'avance, au congrès extraordinaire de Bagnolet, tout transfert de compétences à des institutions européennes qui risquerait de diminuer la liberté d'action d'un gouvernement de Gauche pour appliquer le Programme commun en France.

Et c'est bien par rapport à cet impératif – appliquer le Programme commun – que le Parti socialiste doit déterminer sa politique européenne. Ainsi en doit-il être, par exemple, de la position des socialistes à l'égard du changement du mode d'élection des membres de l'Assemblée des Communautés européennes. La question de principe a déjà été tranchée par le congrès de Bagnolet, où le Parti s'est prononcé pour le principe du recours au suffrage universel pour désigner les membres de l'Assemblée des Communautés européennes. Aussi bien ne s'agit-il pas d'une question de principe, mais d'une question de fait, c'est-à-dire d'opportunité.

Le congrès de Bagnolet avait considéré en effet que le renforcement des institutions européennes ne devait se faire que dans des conditions assurant la sauvegarde des intérêts des travailleurs, les chances de développement du socialisme en Europe et la liberté d'action d'un gouvernement de la Gauche unie pour réaliser en France le Programme commun. C'est à ces conditions que devra être suspendue l'approbation par notre Parti, de l'élection au suffrage universel de ce que l'on appelle déjà le Parlement européen.

Sans doute n'est-il pas question – pour le moment du moins – d'étendre les compétences de cette assemblée. Mais le suffrage universel européen conférerait à l'assemblée de Strasbourg un prestige voire une présomption de légitimité qui lui fera revendiquer des compétences nouvelles. Surtout, en dehors même de toute extension de ses attributions légales, elle lui donnera un moyen de pression sérieux sur les décisions des Parlements nationaux. Notamment, celles que l'Assemblée nationale prendra en France pour mettre en œuvre le Programme commun. La faveur de l'assemblée européenne étant largement acquise à toutes les politiques d'austérité qui font payer aux travailleurs le prix de la crise – tel

(1) La Convention de Lomé représente un exemple insuffisant mais prometteur d'une politique européenne progressiste en direction du tiers monde.



que le Plan Barre en France – dans quel sens croit-on qu'elle exercera l'influence accrue qu'elle tirera du suffrage universel ? L'assemblée de Strasbourg servira sans aucun doute de caisse de résonance aux adversaires du Programme commun en Europe.

Mais il existe d'autres raisons qui commandent d'envisager avec la plus grande réserve l'élection dans les circonstances actuelles, de l'assemblée de Strasbourg au suffrage universel. L'initiative comme on le voit, en a été prise par le président de la République, c'est-à-dire par celui des chefs d'Etat de la Communauté dont le pays est le plus divisé par cette proposition. Nous nous trouvons manifestement en présence d'une grossière manœuvre de politique intérieure, dont le seul objectif, ou en tout cas l'objectif essentiel est de diviser la Gauche.

Il faut cependant dire clairement à ce sujet que le Parti socialiste ne saurait se laisser guider dans cette affaire par le souci d'éviter dans tous les cas de prendre au Parlement une position distincte de celle du Parti communiste français.

Mais, avant d'accepter que la Gauche se divise sur une question aussi grave, les socialistes ne doivent ménager aucun effort pour tenter de parvenir à une position commune avec leurs partenaires. Les communistes ont abandonné récemment leur opposition de

principe à l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée de Strasbourg ; il apparaît donc désormais possible de déterminer une position commune à la Gauche pour obtenir les garanties nécessaires contre les tentatives de cette assemblée pour élargir ses compétences. On ne rappellera jamais assez que Willy Brant a réclamé pour l'Assemblée européenne des pouvoirs constituants.

La nécessité de déjouer la manœuvre du pouvoir doit donc commander à notre Parti sa conduite : demander à l'Assemblée nationale de suspendre l'application d'une décision (que les députés ne sont sans doute pas en mesure par ailleurs de prendre en pleine connaissance de cause) à la mise en œuvre de garanties effectives, qui doivent être à la fois nationales et internationales. Seule, en effet, une révision de l'accord passé le 20 septembre 1975 entre les gouvernements des Neuf permettrait d'éviter que les décisions de l'Assemblée de Strasbourg ne valent un jour ou l'autre sur celles des parlements nationaux. Il apparaît aujourd'hui par ailleurs, qu'alors que le traité de Rome prévoit que l'élection devrait se dérouler au même moment et de la même manière au scrutin proportionnel, dans tous les pays concernés, aucune de ces dispositions ne sont garanties. Dans l'intérêt même d'une véritable construction euro-

péenne, les socialistes ne doivent pas prêter la main aux petits calculs d'un pouvoir aux abois. Un effort de réflexion supplémentaire permettrait sans doute d'éviter de compromettre aujourd'hui, si peu que ce soit l'unité de la Gauche : l'unité de l'Europe n'a rien à y perdre, bien au contraire.

Le Parti socialiste ne doit pas consentir, au nom de la construction du socialisme en Europe à rendre plus aléatoire la mise en œuvre du Programme commun en France. Il doit en revanche, jouer un rôle actif pour promouvoir une politique sociale européenne dont les grandes lignes ont été définies dans la motion de Bagnolet. Ainsi l'action concertée des socialistes européens devrait viser en priorité les conditions de l'organisation du travail dans les entreprises ainsi que l'établissement d'une législation communautaire sur les sociétés multinationales.

Une attention particulière doit être accordée à l'élaboration éventuelle d'une plate-forme parlementaire commune aux partis de la Communauté économique européenne, membres de l'Internationale socialiste. En ce qui le concerne, il doit être affirmé que notre parti ne pourrait faire sienne une telle plate-forme que dans la mesure où celle-ci reprendrait les propositions pour une Europe des travailleurs de la résolution du congrès extraordinaire de Bagnolet.

ANNEXE 2 A LA MOTION II : RÉGIONS, PEUPLES ET RUPTURE AVEC LE CAPITALISME

Les candidats "verts" ont, voilà peu, mis en évidence les carences de la Gauche tout en favorisant des rassemblements souvent ambigus.

Chacun voit aujourd'hui que si l'écologie est le produit du gaspillage et de l'anarchie du mode de production capitaliste, elle est également venue combler le vide laissé sur ce flanc par une Gauche soucieuse de s'attaquer aux fondements de l'exploitation sans analyser suffisamment ses conséquences.

On pourrait même croire que la Gauche désormais proche au pouvoir, évite de faire une critique rigoureuse du mode de production industriel de peur de subir, demain, les contraintes de ces critiques. Toute production industrielle ne suscite-t-elle pas en effet les mêmes nuisances, qu'elle soit mue par l'appât du profit ou par la volonté de satisfaire les besoins des travailleurs ?

Cette salutaire mise en garde interdit d'escamoter cette question, mais elle ne représente encore que l'un des aspects révélateurs d'une contradiction plus profonde et plus puissante qui surgit des profondeurs du pays alors que la Gauche se prépare à un dur combat.

Ne distingue-t-on pas en effet, les contours, certes encore imprécis, d'une France des régions reconnues, des cultures vécues, des minorités respectées, débarrassées enfin des couleurs fanées d'un passéisme réactionnaire ?

Prenons garde de ne pas brouiller les traits de cette France nouvelle dans les perspectives trop lointaines du socialisme achevé. La Gauche et tout spécialement le P.S. à la direction du pays, n'auront nul intérêt malgré les difficultés de leur tâche, à tenir pour marginal l'ébranlement des régions et des peuples, ni à croire que la satisfaction de

ces aspirations constituerait une contrainte économique insurmontable. Cette contrainte supplémentaire ne peut pourtant être le frein que dénonceront de frileux conformistes mais au contraire l'un des plus puissants moteurs de la rupture. Le mode de production capitaliste n'a-t-il pas en effet pour tout réduire à la logique du profit, tout soumis à sa merci ? N'a-t-il pas déstructuré le pays, hier riche de sa complexité ? N'est-il pas l'agent de l'exode rural, de la désertification, de la perte des langues, des traditions, des savoir-faire, des savoir-vivre, donc des cultures ? N'a-t-il pas stérilisé une grande partie des richesses nationales et n'est-il pas en définitive, pour assurer sa croissance dans l'ordre européen et mondial, la cause de la ruine d'un pays vivant au profit d'un espace marchand, plat, standard, sans haies, sans accents, sans terroirs, sans chants, sans chaleur ?



Fermer les yeux sur la volonté populaire de mettre fin à cette agression sans la traduire politiquement, reviendrait à rejeter ailleurs une grande partie de ceux qui aujourd'hui mènent un combat non contre une Droite mal discernée mais contre un Etat industriel et centralisateur. Et le gouvernement populaire peu devenir demain la cible de ces revendications.

La Gauche possède toutes les réponses, toutes les solutions opératoires à ce problème encore mal posé. Mais ne nous contentons pas d'une incantation autogestionnaire car l'autogestion réalisée, le socialisme achevé ne sont actuellement d'aucun secours pour les centaines de milliers de travailleurs menacés de chômage ou de déportation partout où le capitalisme achève de concentrer son appareil productif en liquidant les vestiges de l'industrie locale et de la structure agricole indépendante.

Les nationalisations qui permettront d'ôter au capital quelques-uns de ses centres de décisions essentiels, la planification démocratique qui les rendra aux citoyens, le contrôle populaire enfin, seront les vraies clés de la résurrection des peuples, des régions et donneront aux aspirations d'aujourd'hui le contenu opératoire de demain.

La Gauche ne peut donc ignorer ce problème et laisser pour longtemps encore de larges couches sociales sous l'emprise d'une bourgeoisie locale, relais fidèle de la bourgeoisie nationale.

Le mouvement de révolte qui se fait jour dans les provinces les plus délaissées risquerait ainsi de ne pas atteindre le stade d'une prise de conscience anticapitaliste. Il s'enfermerait davantage encore dans la création de mouvements politiques autonomes en lutte contre un Etat supposé neutre, d'où la floraison déjà amorcée d'organisations autonomistes, fédéralistes, régionalistes, rejetant à la fois la Gauche et la Droite faisant ainsi objectivement le jeu de celle-ci. La Gauche, à la veille peut-être d'enclencher une marche difficile au socialisme et dont le principal atout reste un soutien populaire massif, peut-elle se priver à l'avance de celui que constituerait une France provinciale encore hésitante? Notre parti a la responsabilité toute particulière d'animer, d'organiser les luttes particulières qui s'ébauchent et de donner l'explication politique qui permettra à la foule des travailleurs exploités, déplacés, empêchés de vivre, de comprendre pourquoi les régions mais dans chaque région les pays et la moindre communauté vivante, sont impitoyablement nivelés, brisés, uniformisés, et pourquoi le pays tout entier est stérilisé appauvri, ruiné.

La Gauche au contraire, devra recenser et mettre en valeur toutes les richesses naturelles actuellement gaspillées, les vastes étendues de jachères les gisements intacts, les eaux stériles, le pays désert.

Il est commun de prétendre que cette perte de substance incalculable est la conséquence normale du progrès. Mais ce n'est là qu'un travers du sens de l'histoire qui, dans l'affaire, n'est que l'histoire de la concentration et de l'accumulation capitalistes. Le P.S. démontrera par des initiatives concrètes que l'aune à laquelle se mesure le progrès n'est pas la valeur marchande des produits échangés sur le marché capitaliste, mais la mise en valeur de l'ensemble des richesses nationales aujourd'hui méprisées comme non porteuses de profit.

Pour atteindre cet objectif ambitieux, la Gauche devra remettre en cause ses propres analyses dictées plus qu'elle ne le croit par le discours économique et idéologique bourgeois dont elle reste imprégnée. La France rurale, la France éloignée, ne se gagnera pas par des meetings, des congrès, des discours de parlement. Elle accueillera avec méfiance peut-être mais à coup sûr avec intérêt les mesures qui la désenclaveront, la sortiront d'une léthargie politique, économique, voulue par un centralisme hier agent du capitalisme et qui ne saurait être, demain, celui du socialisme.

Il faut donc affirmer clairement que le P.S. aujourd'hui et demain œuvrera :

- Pour revitaliser les économies régionales, non par le seul renforcement de

quelques grands axes industriels mais par la volonté politique de rééquilibrer le pays, d'assurer l'emploi sur place, d'utiliser au mieux l'ensemble des ressources ;

- Pour la prise en compte immédiate de situations particulières et critiques, notamment celles de peuples menacés d'extinction, à l'image du peuple basque, ou du peuple corse submergé par la vague dévastatrice d'un tourisme de monopoles ;

- Pour la protection, la diffusion, l'emploi quotidien des cultures, traditions et langues actuellement vouées à la disparition et dont la diversité doit enrichir la nation tout entière ;

- Par une réelle intégration de toutes les parties de la France dans la nation, non à partir d'aumônes distribuées par les barons du pouvoir dont elles seraient l'apanage mais à partir d'une réelle prise de responsabilité par des collectivités pour lesquelles la décentralisation n'est aujourd'hui que le parfum amer de la cuisine bourgeoise.

Le P.S. doit prendre les moyens d'une telle politique, lui dont la volonté de "changer la vie" et de "rendre le pouvoir aux citoyens" n'est pas un vain mot.

Au-delà des intentions la liberté, l'expression des singularités, des identités, trouveront leur source et leur expression dans cette responsabilité retrouvée et non dans la contemplation des libertés formelles dont l'idéologie bourgeoise a fait le miroir aux alouettes qui porte encore le reflet de tant de révolutions trahies, de tant de peuples écrasés, de tant de civilisations disparues.

Après la grande victoire de la Gauche et du Parti Socialiste aux élections municipales

L'Unité

l'hebdomadaire du P.S.

doit connaître un nouvel essor

Tous les militants doivent s'y abonner
Tous les abonnés doivent faire un nouvel abonné

Abonnement pour 1 an : 135 F
pour 6 mois : 80 F

à adresser : 41, boulevard Magenta, 75010 PARIS

ANNEXE 3 À LA MOTION II :

LE ROLE ET LA PLACE DES FEMMES DANS LA LUTTE POUR LE SOCIALISME

Le texte ci-dessous est une des quatre contributions qui complètent et précisent le sens du texte d'orientation pour le congrès de Nantes présenté dans le n° 28 de V.S. De ce fait il est également soumis à la discussion des militants du Parti qui pourront nous adresser toutes les réflexions à son sujet.

La société autogestionnaire pour laquelle nous luttons, sera une société où les femmes seront libérées de leur exploitation, de leur aliénation et de leur oppression spécifique. La lutte politique des femmes, s'insérant dans une lutte anti-capitaliste, s'oppose au pouvoir de la classe dominante à tous les niveaux : rapports d'exploitation dans l'entreprise et dans la famille, rapports de domination des hommes sur les femmes et division des tâches. Ainsi posée, c'est une lutte révolutionnaire qui conduit à une rupture complète avec la société bourgeoise. Socialisme et féminisme sont indissociablement liés.

1. Notre analyse

1. Dénoncer l'entreprise de séduction du pouvoir

La crise actuelle, caractérisée par le ralentissement de la croissance capitaliste et un fort taux de chômage, conduit le patronat à jouer sur "l'armée de réserve" des femmes ;

– Pour résorber le chômage, il cherche à favoriser un retour au foyer des femmes (un chômeur sur deux est une femme) ;

– Par contre il cherche à créer, notamment en province des emplois déqualifiés, à bas salaires (jouant ainsi sur le manque de formation, la notion de "salaire d'appoint", etc.) ;

– Il impose une période d'austérité et sacrifie délibérément les équipements collectifs au profit du capital monopoliste (aides à la restructuration).

Pris dans ses contradictions, le pouvoir lance des idées apparemment contradictoires ;

– Sous la pression populaire il a dû faire passer des lois comme celle sur l'avortement (mais il en freine la portée et l'application), et sur le divorce. Il reprend démagogiquement des mots d'ordre syndicaux comme "à travail égal, salaire égal", sans avoir bien sûr l'intention de les appliquer ;

– En sens inverse, il dissuade les femmes de travailler, glorifie le travail ménager et la famille : congé maternel de

2 ans, sans solde, projet de salaire maternel, licenciements, manque d'équipements qui permettent aux femmes de travailler, etc.

Nous devons dénoncer l'ambiguïté de ce double langage, dénoncer les mesures qui ne coûtent rien et ne remettent rien en cause, qui ne s'appliquent qu'à des catégories sociales favorisées et ne s'attaquent jamais à la surexploitation des femmes salariées ni à l'exploitation qu'elles subissent avec les femmes au foyer en effectuant gratuitement le travail ménager.

Pour cela nous devons repartir d'une analyse globale de la place des femmes dans notre société, analyse qui devra rendre compte autant des aspects économiques qu'idéologiques.

2. La division des tâches

La première division du travail a été une division des tâches entre sexes, elle provient du rôle des femmes dans la reproduction de l'espèce. L'appropriation privée de la terre conjugée avec l'appropriation privée des enfants donc de la femme, est à l'origine de la domination des hommes sur les femmes. Cette domination s'articule avec le mode de production dans lequel elle est insérée, aujourd'hui avec le mode de production capitaliste : la famille est une unité de consommation, le lieu où se reconstitue et se reproduit la force de travail, ainsi que le lieu de transfert de la propriété privée par l'héritage. C'est aussi un appareil idéologique très important, véhicule et reproducteur de l'idéologie dominante.

Le travail domestique, qui s'effectue dans ce cadre, est représenté par l'idéologie dominante comme une affaire privée, séparée du domaine de la production sociale. La rémunération de ce travail échapperait aux lois du marché, sa valeur serait nulle.

Or, le travail domestique est socialement nécessaire à la reproduction de la force de travail. Sous sa forme actuelle, atomisée, gratuite, il réduit les "faux-frais" du capital, garantit sa reproduction et profite donc à la classe capitaliste. On peut alors parler d'exploitation.

3. Le travail salarié : la sur-exploitation des femmes.

En France 7 millions de femmes sont salariées : un travailleur sur trois est une femme. Elles sont employées dans des secteurs sous-qualifiés, au bas de la hiérarchie (70 % des smicards sont

des femmes), le salaire des femmes est considéré comme "salaire d'appoint" (dans la réalité plus de 40 % n'ont que leur salaire pour vivre). Les femmes, toujours considérées comme mères potentielles, sont les dernières embauchées, les plus mal payées et les premières licenciées.

Exploitées dans le travail domestique, sur-exploitées dans le travail productif, les femmes sont victimes d'une double exploitation.

4. L'oppression idéologique des femmes

C'est la famille qui est le lieu privilégié où se reproduisent les rapports de domination hommes/femmes : rapports hiérarchiques, valeurs morales, etc. Par l'éducation qu'elles transmettent aux enfants (avec l'école) les femmes transmettent cette idéologie. Mais la "féminité" est aussi utilisée dans l'entreprise : rôle joué par le physique des femmes, mise en concurrence des salarié(e)s entre eux, embauche sexiste, refus de laisser les femmes prendre des responsabilités, etc. Elles sont cantonnées dans des rôles d'exécutantes dévouées passives et peu revendicatives. Ce rôle appris dans la famille, à l'école, par les mass-media est partout présent, notamment dans les organisations de masse partis et syndicats.

5. Les femmes et le front de classe

La domination subie par les femmes prend des formes différentes suivant leur appartenance de classe : les plus exploitées sont aussi les plus opprimées.

Les femmes de la classe ouvrière : femmes d'ouvriers ou femmes ouvrières, elles sont exploitées – voir doublement exploitées – et aliénées. Les secondes prennent cependant plus vite conscience (collectivement) de leur exploitation de travailleuses, et certaines ont découvert dans la lutte leur exploitation spécifique.

Les nouvelles couches salariées : nombreuses parmi les employées du secteur "tertiaire" elles sont sensibles au modernisme au discours sur l'"émancipation des femmes" et peuvent être récupérées par le réformisme giscardien (cf. les propositions de F. Giroud) ou même par un discours "néo-travailleuse" qui ne dénonce que des "discriminations" en gommant les différences de classe ; c'est un discours pour lequel "crise", "restructuration" et "chômage" ne veulent rien dire. Un des enjeux po-



litiques de la période actuelle est d'empêcher cette récupération. En ce sens la lutte idéologique a un rôle particulièrement important à jouer :

La petite bourgeoise traditionnelle : l'idéologie conservatrice y est largement dominante, les femmes en sont les gardiennes : poids de la religion, des "valeurs éternelles" de l'ordre de la sécurité.

Les femmes de la moyenne et grande bourgeoisie, quant à elles, vivent sur une redistribution de plus-value extorquée aux travailleur(es) exploité(e)s. Le féminisme individualiste de certaines d'entre elles a donc les limites que le capitalisme leur impose. Il est incompatible avec notre démarche.

L'intégration des femmes dans le front de classe dépendra de notre capacité à prendre en compte les aspirations à l'égalité entre les sexes d'un grand nombre de femmes et à les relier à la lutte des femmes travailleuses.

2. Le Programme commun et la rupture

Le Programme commun de gouvernement propose des mesures concernant la vie quotidienne et le travail des femmes. Mais c'est surtout un Programme de rupture : la planification démocratique substitue la logique des besoins sociaux à celle du profit privé. Les associations (où les femmes sont nombreuses) trouveront le débouché politique qui leur manquait pour exprimer leurs choix en matière d'équipements, d'urbanisme, de consommation, en matière culturelle, etc.

A l'inverse les partis sur le terrain politique et les syndicats dans l'entreprise qui bénéficient déjà de cette expression et de ce poids devront prendre en charge les revendications spécifiques des femmes.

Le contrôle populaire remettra en question les conditions d'embauche et de travail spécifiques aux femmes ainsi que le pouvoir de la hiérarchie qui les écrase particulièrement. A cet égard, la politique menée dans les entreprises nationalisées devra être exemplaire. Dans les quartiers le contrôle des habitants sur le logement, l'urbanisme,

etc., remettra en cause le pouvoir des spécialistes et permettra aux femmes aux foyers d'exprimer avec tous leur refus de cette domination.

Le droit au travail, pour tous, et en particulier pour les femmes, devra être affirmé ; il n'a de sens pour les femmes qu'accompagné d'autres revendications : salaire égal, travail égal, formation égale, participation égale au travail domestique.

Les équipements collectifs prévus devront permettre une prise en charge sociale et mixte du travail domestique et de l'éducation des enfants. C'est une amorce de rupture avec la séparation idéologique faite entre vie sociale et vie privée.

3. Le Parti

Le Parti socialiste n'échappe pas à l'emprise de l'idéologie dominante qui veut que les femmes aient dans la société une place dominée. Minoritaires dans le parti, peu d'entre elles exercent des responsabilités et elles sont souvent reléguées à des tâches d'exécution... quand elles peuvent militer.

1. La transformation du Parti

La construction du Parti de la transition dépend, entre autres conditions, de notre volonté de ne pas laisser s'instaurer une sorte de partage des tâches politiques entre organisations de masse : un danger existe en effet de laisser au Parti communiste (et aux syndicats) le terrain des luttes économiques et politiques issues des aspirations des fem-

mes de la classe ouvrière, et de réserver au Parti socialiste le terrain de l'action gouvernementale et de la lutte idéologique des femmes.

Il importe donc de mener des luttes qui fassent la liaison entre l'exploitation et l'aliénation (par exemple contre le "salaire d'appoint"), de nous implanter parmi les femmes travailleuses, en particulier dans la classe ouvrière où nous le sommes peu.

Cela ne doit pas faire oublier l'importance de la lutte économique dans la mesure où c'est une lutte contre tous les rapports de domination, notamment ceux issus de la division des tâches selon les sexes. Cela doit nous permettre de nous adresser aux femmes au foyer.

2. La prise de responsabilités dans le Parti

Il faudra inévitablement faire preuve de volontarisme c'est-à-dire de **volonté politique** en ce domaine. Dans la période préparatoire au Congrès du Parti une estimation précise du nombre de femmes adhérentes devra être faite au niveau national, afin d'établir lors du Congrès, conformément à l'article 6 des statuts, un nouveau seuil minimum de représentation des femmes dans tous les instances responsables. Ce taux s'imposera aussi bien au niveau national que dans les fédérations ou le nombre d'adhérentes est encore faible. Il ne saurait être inférieur à 20 %. Chaque fédération devra faire la même estimation. Dans celles où le pourcentage d'adhérentes est supérieur au chiffre national, le nombre de femmes aux dif-

L'ÉCOLE D'ÉTÉ DU PARTI

DATES	LIEU	THÈME
1 ^{er} au 6 août 1977	Rhône	Préparer la campagne des législatives
8 au 13 août 1977	Rhône	La Communication politique
22 au 27 août 1977	Haute-Savoie	Initiation à l'économie
29 août au 3 septembre 1977	Pyrénées-Orientales	Le Projet socialiste : la société que nous combattons et celle que nous voulons
5 au 10 septembre 1977	Bas-Rhin	Etre militant socialiste aujourd'hui

Les camarades désirant s'inscrire sur un de ces stages peuvent envoyer leur candidature au Secrétariat National à la Formation, Parti Socialiste, 12, cité Malesherbes, 75009 Paris, sous réserve d'en informer son Secrétaire fédéral à la Formation.

ERRATUM

Rapports statutaires - Relations extérieures

Une phrase a sauté qui signalait parmi les rencontres au plus haut niveau tenues avec les syndicats, celles qui ont lieu avec la F.E.N. les 18 novembre 1975 et 2 décembre 1976. (page 11).

L'accord des trois partis de gauche sur les municipales a été conclu le 28 juin et non le 18.

Pierre BÉRÉGOVOY



férents niveaux de responsabilité devra correspondre à leur réelle proportion dans la fédération.

Cependant il ne s'agit pas de trouver des femmes-alibi en plus grand nombre, mais de donner concrètement aux femmes les moyens de prendre et d'assumer des responsabilités politiques. Elles ont en effet à surmonter des handicaps réels, qui sont surtout le manque de temps et des difficultés à prendre la parole (même si elles sont formées). Le plus souvent, elles ne bénéficient pas de la même disponibilité professionnelle et familiale que les hommes. Des solutions comme la révision des horaires de réunion, des garderies et "baby-sitting" systématiques financés par les sections, le travail collectif avec les responsables l'entraînent à la prise de parole etc. doivent être rapidement mises en pratique.

3. Les moyens de la mobilisation

Le Parti doit créer des groupes "Lutte des femmes" dans les sections locales et d'entreprise. Leur rôle est multiple :
- Parce que la possibilité pour les femmes de prendre la parole dans ces groupes est une étape vers une par-

ticipation à une réflexion collective sur les problèmes politiques globaux ;

- Parce qu'elles doivent susciter dans le parti une réflexion sur la spécificité de la lutte des femmes en relation avec d'autres terrains de lutte ;

- Parce qu'elles doivent proposer au Parti des actions spécifiques :

- Réponse point par point aux propositions récentes du pouvoir (salaire maternel, allocations diverses, congé maternité) ;

- Dénonciation de la politique du patronat vis-à-vis des femmes : licenciements, bas salaires, condition de travail, manque d'équipements.

Le parti devra aussi comprendre et populariser l'idée que notre objectif en ce qui concerne le domaine de la vie "privée" est une prise en charge collective par les hommes, les femmes et la société, des tâches dont seules les femmes actuellement supportent la charge : éducation, enfance, travail domestique.

Etant donné l'importance des ces luttes et des échéances à venir, le Parti socialiste devra tenir une Convention nationale sur la Lutte des femmes avant la fin de l'année 1977.

Créer un secrétariat national à la lutte des femmes doté d'un budget et de réels moyens d'intervention politique. Approfondir la réflexion sur la place des femmes au foyer, pour faire prendre conscience à un maximum de femmes qu'elles subissent une oppression spécifique, que le domaine dit "privé est aussi politique".

Les femmes occupent des terrains de lutte de plus en plus nombreux : défense de l'emploi, amélioration des conditions de travail, avortement, contraception, équipements collectifs, etc.

Le Parti socialiste, en tant que Parti de masse, doit prendre en compte ces luttes en leur donnant une dimension politique en faisant le lien entre la lutte des classes (lutte économique, prise du pouvoir politique) et la lutte idéologique (lutte contre l'aliénation et les rapports de domination).

Dans la période de transition que le Programme commun doit nous permettre d'amorcer, il dépendra du Parti de faire de la mobilisation des femmes un élément dynamique pour le renforcement de l'Unité Populaire.

A PROPOS DE LA GESTION ET DE LA FORMATION DES PERSONNELS COMMUNAUX

Les résultats des Municipales doivent se répercuter dans tous les organismes d'élus et à tous les échelons.

Dans ces perspectives, il est demandé à nos camarades maires de suivre attentivement, pour y prendre toute leur part, toutes les rencontres et réunions engageant la responsabilité des élus, à savoir :

- La mise en place des associations départementales des Maires de France.
- Les élections à la Commission nationale paritaire du personnel communal (22 mai 1977 au plus tard).
- L'élection des représentants des maires au Conseil d'administration du Centre de formation des personnels communaux (21 juin 1977).

Les listes de nos candidats et candidates seront portées à leur connaissance par tous les moyens appropriés, et notamment à l'initiative de nos Unions départementales des Elus Socialistes et Républicains.

Charles HERNU
Délégué général aux Elus

Maurice PIC
Président de la F.N.E.S.R.

CONTRIBUTION DE LA COMMISSION NATIONALE FÉMININE *soumise à l'appréciation des sections*

POUR UNE VÉRITABLE PARTICIPATION DES FEMMES A LA VIE POLITIQUE DU PARTI

Changer la vie, c'est aussi changer les rapports entre les hommes et les femmes. C'est donner à toutes les femmes les moyens d'accéder à une pleine égalité de chance et de participation aux responsabilités avec les hommes dans tous les secteurs de la vie sociale. C'est rechercher la transformation des mentalités dans la masse des femmes et des hommes.

Les mesures concrètes prévues au Programme socialiste et au Programme commun, constitueront une première approche de ces transformations dans la perspective d'une société autogestionnaire.

Aucun préalable lié à la classe, à la race ou au sexe ne doit assigner à un individu son statut ni l'enfermer dans des rôles qu'il n'aurait pas pu choisir ou ratifier. La condition fondamentale d'accès à cette autonomie est la suppression de l'exploitation capitaliste.

Les luttes menées par les femmes dans la dernière décennie et le changement progressif de leur comportement électoral confortent nos analyses; c'est bien à une remise en cause fondamentale de la condition de la femme que nous assistons et nous la soutenons.

Mais, si l'on constate une prise de conscience, une présence et une participation accrue des femmes sur tous les terrains, il n'en va pas encore de même dans la vie du Parti et il ne faut pas se dissimuler qu'il est resté jusqu'ici un univers très masculin, très conservateur dans ses comportements sociaux. L'évolution des femmes est ignorée, sinon moquée.

Tout se passe comme si notre appareil politique se trouvait frappé d'impuissance devant ce phénomène qui ne date pourtant pas d'aujourd'hui et les paroles de Léon Blum devant le 38^e congrès de 1946 restent vraies: "Vous avez peur de la nouveauté... Vous n'en voulez pas

et quand elle se présente comme un apport de forces fraîches, vous l'accueillez avec réticence. Vous avez cette même nostalgie du passé, cette méfiance et presque ce dédain vis-à-vis des femmes et des jeunes".

Le Parti socialiste compte aujourd'hui 20 % de femmes, celles-ci continuent à être traitées davantage comme des assistantes politiques que comme des politiques à part entière. Elles-mêmes, minoritaires dans le Parti, ont tendance à s'effacer ou à se charger de fonctions d'exécutantes que personne ne leur dispute. Les plus audacieuses sont vite découragées ou résistent mal aux tirs de barrage qui protègent les places de premiers rangs.

Si le Parti socialiste veut pouvoir compter dans ses rangs un nombre de militantes correspondant à sa base électorale, s'il veut entraîner un nombre croissant de femmes dans son combat et bénéficier de ces forces vives nouvelles qu'elles représentent, il doit faire la preuve qu'il est capable de se transformer lui-même et de préfigurer l'avenir.

Il est donc indispensable que ce congrès se saisisse sérieusement de ces problèmes; les décisions du congrès prises à l'égard de la question des femmes peuvent seules montrer le désir et la détermination du Parti à passer des déclarations de principe à la mise en œuvre d'une véritable politique à l'égard des femmes.

C'est pourquoi nous demandons:

- le relèvement du quota minimal de représentation des femmes à l'intérieur du Parti de 10 à 20%;
- l'application de ce quota aux élections et plus spécialement aux législatives de 78;
- un véritable Secrétariat national aux femmes;
- la tenue d'une convention nationale "femmes" à l'automne 1977.

De cette convention devraient sortir des propositions précises sur la question des femmes dans la perspective d'une prise de pouvoir par la Gauche.

PARTI SOCIALISTE

28, Rue Victor Hugo

92240 MALAKOFF

Permanence 10 h à 12 h

le dernier samedi du mois

**la libertad
está en tu mano**



**Adhère à la campagne
du
PARTI SOCIALISTE OUVRIER ESPAGNOL**

Adresse ta contribution
au PSOE
A. Carreiras, CCP 22 362 00 H
31, rue du Général Beuret, 75015 Paris

PARTIDO SOCIALISTA OBRERO ESPAÑOL
Socialismo es libertad